

Poorless

L'ombre effacée des vaincus

Essai

David Dricourt

Contact :

Courriel : david.dricourt@outlook.fr

Introduction

Le monde s'emballe

J'ai grandi dans un monde lent. Un monde où l'on mettait une semaine à recevoir une lettre, où les visages s'attardaient, où les commerces fermaient le dimanche, où l'on pouvait encore perdre du temps sans le trahir. Puis, quelque chose s'était accéléré. Ce n'était pas brusque, pas spectaculaire. C'était une montée en régime, progressive, presque imperceptible — jusqu'à ce que tout s'emballe. Les villes avaient changé de rythme.

En 1950, moins de 30 % des êtres humains, (2.536 milliards d'individus sur terre), vivaient dans des zones urbaines. En 2025, c'est plus de 57 % de la population mondiale, (8.162 milliards d'individus sur terre), soit plus de 4,5 milliards de personnes, qui vivent dans des métropoles souvent saturées, tendues, hyperconnectées. La ville n'est plus un lieu : c'est une machine, un circuit nerveux où se croisent flux logistiques, financiers, numériques. Et tout doit y circuler plus vite : les marchandises, les données, les humains. La technologie, elle, n'attend plus personne. L'intelligence artificielle, la robotique, la blockchain, les biotechnologies, la conquête spatiale privée : tous ces domaines, dopés par des milliards de dollars d'investissements, redessinent les frontières du possible. En 2023, on estimait que le marché mondial de l'IA atteignait 207 milliards de dollars, en croissance constante de plus de 35 % par an. Il sera de 500 milliards de dollars d'ici 2028. Le monde numérique n'est plus une extension du réel : il en devient la matrice. Ce qui ne s'y trouve pas, n'existe plus. La finance, quant à elle, s'est décrochée du sol. En 1971, les États-Unis ont mis fin à la convertibilité du dollar en or, libérant les capitaux de toute attache physique. Depuis, les volumes de transactions boursières n'ont cessé d'exploser. Chaque jour, plus de 6 000 milliards de dollars s'échangent sur les marchés. L'économie réelle — celle des biens, des travailleurs, des besoins élémentaires — ne représente plus qu'une fraction de ce ballet spéculatif. Ce sont les flux qui gouvernent, non les vivants. Et pendant que la vitesse devient loi, que les innovations sont célébrées comme des victoires collectives, il y a ceux qui ne vont pas aussi vite. Ceux pour qui une application nouvelle n'est pas un outil, mais une frontière. Ceux qui ne comprennent pas les mots qu'on leur oppose : *cloud*¹, *smart city*², *deep learning*³, *tokenisation*⁴. Ceux qui, lentement, deviennent étrangers dans leur propre monde.

Car ce monde-là, saturé de technologies, de données et de performances, ne tolère plus les lenteurs. Il a remplacé le futur par l'accélération. L'histoire par la croissance. La politique par l'innovation. Et dans ce grand sprint, nul n'attend les derniers.

Deux mondes parallèles

Je le vois maintenant clairement : deux mondes coexistent sur la même planète, mais ne se croisent plus. L'un brille, monte, accumule. L'autre s'efface, peine, se tait. Et entre les deux, plus rien. Aucun pont. Aucune conversation. Rien que des courbes opposées, des trajectoires divergentes, des destins irréconciliables.

Du côté des premiers — les hyper-riches — les chiffres donnent le vertige. En 2023, selon Oxfam⁵, les cinq hommes les plus riches du monde avaient doublé leur fortune en moins de trois ans. Elon Musk, Jeff Bezos, Bernard Arnault, Bill Gates, Larry Ellison⁶ : ensemble, ils possèdent davantage que la moitié la plus pauvre de l'humanité. La fortune cumulée des milliardaires mondiaux dépasse 13 000 milliards de dollars (sur les 510 000 milliards⁷ de la richesse nette global) concentrée entre les mains de quelques milliers d'individus. Ce ne sont plus seulement des hommes puissants. Ce sont des États à eux seuls, avec leurs satellites, leurs banques, leurs polices privées, leurs îles sécurisées, leurs ambitions cosmiques. Ils financent des universités, lancent des monnaies numériques, redessinent les contours du travail. Ils n'habitent plus le même monde. Et ils n'en ont plus besoin. De l'autre côté, les exclus. Non plus des classes sociales constituées, visibles, revendicatrices, mais une humanité fragmentée, surendettée, précarisée, parfois honteuse d'exister. Les pauvres ne sont pas seulement pauvres : ils sont en trop. Ils dérangent.

En Europe, plus de 95 millions de personnes vivent en situation de précarité ou d'exclusion sociale. Aux États-Unis, près de 40 millions. Et dans les pays du Sud, les chiffres se diluent dans l'absurde : près de 3 milliards de personnes survivent avec moins de 6,85 dollars par jour, seuil considéré comme nécessaire pour vivre dignement. Mais ce n'est pas seulement une affaire de revenus. C'est une affaire de visibilité, de droit à la lenteur, de droit au doute, au repos, à l'erreur. Le monde des riches s'est automatisé, digitalisé, sécurisé. Celui des pauvres s'est densifié, endetté, exposé. Et entre les deux, le silence. Un gouffre que rien ne comble, et que tout semble creuser davantage. Je comprends alors que cette séparation n'est pas accidentelle.

Qu'elle est construite, méthodique. Que la richesse extrême ne se contente pas de prospérer : elle s'érige contre tout ce qui n'est pas elle. Et que dans ce monde devenu binaire, il n'y a plus de place pour les corps inutiles.

Une disparition organisée

Je ne crois plus au hasard. Je ne crois plus aux effets collatéraux ni aux ratés du système. Ce que je vois, c'est une stratégie. Discrète, bien sûr. Non nommée. Jamais avouée. Mais présente partout, dans les lois, dans les mots, dans les chiffres, dans l'architecture même du monde contemporain. Partout, on parle d'inclusion. Mais les portes se referment plus vite qu'elles ne s'ouvrent. On vante l'innovation sociale, tout en réduisant les filets de sécurité. On se félicite des performances économiques, tout en rendant la survie de plus en plus conditionnelle. Peu à peu, sans guerre ni cris, les pauvres disparaissent. Non pas parce qu'ils sont devenus riches, mais parce que le monde a cessé de les tolérer. Ils sont devenus invisibles.

Expulsés des centres-villes, déplacés hors des radars statistiques, réassignés à des zones mortes, privées d'hôpital, d'école, de transport. Quand ils ne meurent pas de froid, d'overdose ou d'attente, ils s'évaporent dans l'indifférence. On ne les tue pas directement. Mais on les laisse mourir. On leur coupe les vivres, l'espoir, le sens. Et parfois même, on les culpabilise de vivre encore. Je me pose la question, désormais, sans détour : sommes-nous en train d'éradiquer les pauvres ? Non pas à coups de bottes et de rafles — quoique certains États s'en approchent — mais à coups de bureaucratie, d'obsolescence sociale, de désactivation numérique, de famine lente. Une forme d'eugénisme social, déguisée en rationalisation économique. Un monde sans pauvres, non pas parce qu'on a mis fin à la pauvreté, mais parce qu'on a supprimé ceux qui en portent le poids. C'est là que commence le véritable scandale : la fabrication méthodique de l'inutilité humaine. Chaque individu évalué selon ce qu'il rapporte. Chaque vie calibrée selon ce qu'elle coûte. Et tout ce qui ne rentre pas dans la logique de profit — handicapé, vieux, malade, paumé, lent, étranger — devient un poids qu'il faut bien, tôt ou tard, délester.

Ce texte est le récit de cette disparition. Une enquête dans les angles morts du progrès. Une tentative de mettre des mots sur ce qu'on ne dit jamais tout haut. Non pour alerter, trop tard

peut-être. Mais pour témoigner. Car il est des crimes qui ne portent pas de nom, et dont la violence est d'autant plus grande qu'elle se fait en silence.

Une planète qui va trop vite : les exclus du progrès

1. Deux visions du monde : Elon Musk face aux peuples autochtones

Il lève les yeux vers le ciel avec une intensité que peu d'hommes possèdent encore. Là-haut, au-delà des satellites et des couches d'ozone trouées, Elon Musk imagine déjà les colonies futures : des dômes de verre sur Mars, des serres oxygénées, des enfants nés loin de la Terre. Pour lui, l'avenir n'est plus ici. Il se situe ailleurs, dans l'espace, sur des planètes nues à apprivoiser comme au premier matin du monde. Sur les croquis posés dans les salles vitrées de SpaceX, les villes martiennes ressemblent à des utopies géométriques : autonomes, rationnelles, impeccablement ordonnées. Pour les atteindre, il faudra construire des flottes entières de vaisseaux — Musk parle de mille Starships par an — des fusées de 120 mètres, plus grandes encore que tout ce que Boeing ou Airbus n'ont jamais produit. Il ne doute pas. Il planifie. Il calcule déjà la capacité d'évacuation de la Terre.

Pendant ce temps, très loin de ces écrans de simulation, sous des feuillages épais, une autre humanité résiste. En Amazonie, les Yanomami⁸, peuples de chasseurs-cueilleurs semi-nomades, vivent encore dans de grandes maisons collectives au toit de paille, les chabonos, qu'ils partagent à plusieurs dizaines. Ils vivent au rythme du fleuve et du vent, de la chasse et des chants rituels. Ils vivent sans électricité, sans carte d'identité, sans Internet. Et chaque semaine, des avions clandestins viennent souiller leur ciel de mercure et de fumée. La forêt leur appartient, mais le monde extérieur, avide d'or, la leur arrache morceau par morceau.

À l'autre bout du monde, dans l'archipel des Mentawai, au large de Sumatra, les habitants continuent de tatouer leurs corps et de consulter les esprits avant de bâtir une maison. Ils savent que les arbres parlent, que les rivières avertissent. Mais leurs savoirs anciens ne figurent dans aucun algorithme, dans aucune base de données. Ils n'intéressent ni les laboratoires, ni les investisseurs. On leur a autrefois imposé l'école, les vêtements, la sédentarité. Ils ont été jugés "arriérés", "tribaux", "récalcitrants au progrès".

Deux visions du monde. D'un côté, un homme qui veut transférer l'humanité sur une autre planète. De l'autre, des peuples qui tentent simplement de rester sur la leur. Musk rêve de terraformer Mars ; les autochtones luttent pour empêcher que l'on détruise leur morceau de

Terre. Il parle d'intelligence artificielle, de fusion neuronale, de pilotage mental. Eux parlent aux arbres, aux morts, aux ancêtres. Et si leurs récits semblent venir d'un autre temps, c'est peut-être parce qu'ils ont choisi de rester dans le leur.

Dans les grands forums internationaux, dans les colloques, dans les rapports, on évoque parfois leur sort, à la marge, comme une note de bas de page. Pourtant, ces peuples dits "autochtones", qui représentent environ 5 % de l'humanité, protègent 80 % de la biodiversité mondiale. Ils ne demandent pas à fuir leur planète, mais seulement à ne pas être effacés de celle-ci. Moi, j'observe ce contraste avec une forme de vertige. Ce n'est pas seulement un décalage culturel. C'est un divorce ontologique. Deux façons d'exister qui ne se comprennent plus, qui ne s'adressent plus la parole. L'une parle de vitesse, de conquête, de demain. L'autre, de racines, de lien, de permanence. Et dans cette course planétaire vers un futur dont on ne sait plus pour qui il est conçu, je comprends déjà que les plus lents seront laissés derrière.

2. Ceux qu'on ne voit plus

Je marche dans les rues d'une grande capitale d'Europe. C'est un matin d'hiver comme tant d'autres, avec ses vitrines lumineuses, ses passants pressés, ses bureaux qui s'éveillent dans le verre et le chrome. Rien, à première vue, ne semble dysfonctionner. La ville donne le change. Les façades sont entretenues, les avenues propres, la circulation fluide. Mais moi, je regarde plus bas. Sous les abribus, dans les interstices, aux pieds des distributeurs automatiques, là où la ville dissimule ce qu'elle ne veut pas voir. Il y a là un homme roulé dans une couverture, un sac plastique comme oreiller. Plus loin, une femme assise sur un rebord, sans regard, une pancarte en carton posée sur les genoux. Dans un square, un jeune dort en chien de fusil, son sweat remonté sur le visage. Ils sont là, figés dans le paysage, invisibles pour ceux qui passent trop vite. Dans les pays riches aussi, on vit dans la pauvreté. On y survit, parfois longtemps, dans un entre-deux sans nom. En France, plus de 9 millions de personnes, soit environ 14 % de la population, vivent sous le seuil de pauvreté en 2023, défini à 60 % du revenu médian, soit environ 1 200 euros par mois. Aux États-Unis, 37,9 millions de personnes vivent sous le seuil officiel de pauvreté, soit 11,5 % de la population, dans le pays le plus riche du monde. En Allemagne, c'est plus de 13 millions ; au Royaume-Uni, près de 14,4 millions, dont 4 millions d'enfants. Mais cette pauvreté n'est plus la même que celle d'autrefois. Elle est dissimulée. Fragmentée. Honteuse. Elle ne se voit pas toujours dans les vêtements ou dans les gestes. Elle

est logée dans les dettes invisibles, les frigos vides, les abonnements impayés, les nuits sans chauffage. On la porte dans les reins, dans les dents non soignées, dans les fatigues qui ne partent plus. Elle est dans les décisions du quotidien : ne pas allumer, ne pas renouveler l'ordonnance, ne pas répondre à l'appel du banquier. Je pense à ceux qui cumulent les emplois à temps partiel, les "petits contrats", les horaires coupés. Ceux qui font le ménage avant l'aube, les livraisons à vélo dans le froid, les gardes de nuit sans prime. Ils travaillent, mais restent pauvres. On les appelle les "travailleurs pauvres", comme si la pauvreté était désormais compatible avec le plein emploi. En réalité, elle est devenue structurelle. On ne tombe plus dans la pauvreté : on y reste. Et puis il y a ceux qui ne travaillent plus, ou pas encore, ou pas du tout. Les étudiants contraints de sauter des repas. Les mères isolées. Les retraités qui comptent chaque centime. Les migrants à qui l'on refuse les papiers, donc le droit à tout. Les jeunes décrocheurs. Les malades chroniques. Les exclus de l'algorithme. Le plus terrible, pensais-je, ce n'est pas seulement la pauvreté. C'est ce qu'elle dit de nous. D'un monde où il faut mériter de vivre, justifier sa subsistance, démontrer son utilité en permanence. Ce n'est plus la richesse qui fait exception : c'était le droit d'exister sans performance. Et dans cette économie morale du mérite, les pauvres deviennent coupables par défaut. Je me souviens d'une phrase entendue quelque part : "on les tolère... s'ils travaillent." Je comprends à présent que ce n'est pas une formule cynique. C'est une politique. Une doctrine. Un seuil implicite. Celui en deçà duquel on n'est plus digne de protection.

3. Ce que les autres comprennent encore

J'avais toujours cru que le progrès rapprochait les hommes. Que chaque invention, chaque machine, chaque réseau nouveau constituait une passerelle. Que la technique, bien employée, permettrait enfin de tisser une humanité sans frontière. J'y croyais, sincèrement. Jusqu'au jour où j'ai compris que ce n'est pas le progrès qui exclue, mais la vitesse à laquelle il se déploie. Le monde ne parle plus la même langue. Littéralement. Il suffit d'assister à une réunion institutionnelle ou à une conférence économique pour s'en convaincre. On y parle un idiome étrange, fait de mots glissants et de sigles, de *compliance*, de *scalabilité*⁹, de *blockchain*, de *deep learning*, de *cost-killing*, d'*IA générative*. À peine prononcés, déjà dépassés. Il faut suivre. Comprendre vite. Réagir. Être fluide. Ceux qui demandent à ralentir, à reformuler, à traduire... ceux-là dérangent. Il n'y a pas que les mots. Il y a les interfaces, les applications, les démarches

administratives qui se sont déplacées sur des écrans. Remplir un formulaire devient une épreuve. Lire une notice, un contrat, un diagnostic médical devient un labyrinthe. La fracture numérique n'est pas seulement un problème d'accès au matériel. Elle est cognitive, linguistique, symbolique. Elle sépare ceux qui "savent" du reste du monde.

En France, 13 millions de personnes — soit près d'un adulte sur cinq — sont touchées par l'illectronisme, c'est-à-dire par une difficulté grave à utiliser Internet dans la vie quotidienne. Dans l'Union européenne, près de 42 % des 16-74 ans ont des compétences numériques faibles ou inexistantes. Dans un monde où tout — les droits, les aides, la santé, la scolarité — passe désormais par des écrans, c'est l'équivalent d'une mise en quarantaine sociale. Et encore, il s'agit là des pays les plus connectés. Ailleurs, en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud-Est, l'accès régulier à une connexion Internet fiable, stable, et surtout abordable reste un luxe. On estimait en 2024 que 2,6 milliards de personnes n'étaient toujours pas connectées à Internet. Non parce qu'elles refusent le numérique, mais parce qu'il leur est hors de portée. Mais au-delà des chiffres, il y a quelque chose de plus profond. Une fracture invisible, silencieuse : celle du sens. Le progrès va si vite qu'il ne laisse plus le temps d'en comprendre les implications. La société se transforme plus vite que les esprits. L'école n'a pas suivie. Les institutions non plus. Et chacun, ou presque, fait semblant de comprendre. Sauf ceux qui ne peuvent plus. Les vieux, les fatigués, les perdus. Je me souviens d'un homme, dans une préfecture, qui regardait l'écran avec une détresse muette. On lui avait demandé d'imprimer un QR code, de l'envoyer à une adresse, de remplir un formulaire en ligne. Il n'a pas d'adresse électronique. Pas de smartphone. Pas de carte bancaire. Juste un nom, une histoire, un visage. Mais dans ce monde, cela ne suffit plus. Je comprends alors que l'exclusion n'est pas un effet secondaire. C'est une méthode. Un filtre. Une machine lente mais efficace pour délester le monde de ceux qui ne suivent pas.

4. Le seuil de performance

Il y a quelque chose d'invisible mais de partout présent. Une exigence sourde, comme une musique de fond qu'on n'entend plus mais qui modèle tout. On ne la nomme jamais vraiment. On dit "adaptabilité", "réactivité", "résilience", "employabilité". Mais ce que cela désigne, au fond, c'est une chose bien précise : la performance humaine. Il faut produire. Être utile. Rapide. Endurant. Numériquement fonctionnel. Socialement discret. Corporellement efficace. Ne pas

trop vieillir, ne pas trop peser. Ne pas trop coûter. Il faut se rendre compatible avec la machine monde. Et cela, dès le plus jeune âge. Dans les écoles, on teste. On évalue. On oriente selon des critères d'efficacité future. L'intelligence émotionnelle, la lenteur contemplative, la mémoire profonde : tout ce qui ne se traduit pas immédiatement en compétence vendable perd de sa valeur. Il ne suffit plus d'être. Il faut se justifier d'exister. Et cela ne concerne pas que les travailleurs. Les chômeurs doivent prouver qu'ils cherchent. Les malades doivent démontrer qu'ils souffrent. Les personnes handicapées doivent s'expliquer. Les vieux doivent rester actifs. Les pauvres, surtout, doivent faire la preuve permanente qu'ils ne le sont pas par paresse ou par choix. On a inventé une bureaucratie du soupçon. Un théâtre permanent de la légitimité. Ceux qui ne correspondent pas au modèle – les faibles, les fatigués, les angoissés, les trop lents, les trop abîmés – deviennent gênants. On les renvoie au silence, à l'ombre, ou au contrôle. Non pas par méchanceté. Mais parce qu'ils perturbent le récit. Parce qu'ils rappellent que la vie humaine ne se résume pas à sa rentabilité.

Dans les grandes entreprises, dans les programmes de start-up nation, dans les discours d'État, l'humain n'est plus qu'un flux parmi d'autres : un "capital", une "ressource", un "levier de croissance". Il faut être scalable, modulaire, performant. Le reste – le doute, la mélancolie, la perte, l'ennui – n'a plus de place. Je regarde ce monde, et je comprends. Je comprends pourquoi tant d'êtres humains décrochent. Ce n'est pas qu'ils refusent d'avancer. C'est qu'ils n'en ont plus la force, ou les moyens, ou le désir. Et dans ce monde-là, ne pas vouloir performer, c'est déjà être en faute. Le progrès n'a pas tué l'humain. Il l'a redéfini. Et ceux qui ne sont pas à la hauteur de cette nouvelle définition, on ne les appelle plus "citoyens", "hommes", "âmes", "frères"... On les appelle "charges", "risques", "inactifs". On les compte. On les tris. On les oublie.

Ceux qui restent au bord

Il se tenait là, immobile, comme en bordure d'un fleuve qu'il ne savait plus traverser. Le monde avançait sans lui, ou plutôt sans eux. Ceux qu'on ne nommait plus. Ceux qu'on avait laissés derrière, dans les marges, les silences, les interstices. Le progrès, disait-on, ne s'arrête pas. Il file droit. Il bouscule, il écrase, mais il construit. C'est ainsi, paraît-il. Alors il regardait cette ligne qui s'éloignait — le train lancé du monde — et il comptait les absents. Les sans-code, les sans-voix, les sans-diplôme, les sans-réseau.

Il y a là des femmes seules, des vieillards courbés, des jeunes errants, des migrants épuisés, des enfants qui ne comprennent pas les écrans. Une humanité entière, ralentie, empêchée, ignorée. Non pas opposée au progrès — elle ne le refuse pas — mais non alignée, non préparée, non incluse. Et ce n'est pas un accident. C'est le prix. Le prix exact du progrès à cette vitesse : une part sacrifiée, méthodiquement, systématiquement. Le monde n'a pas glissé. Il a choisi. Il a instauré une hiérarchie des êtres en fonction de leur vitesse, de leur connectivité, de leur productivité. Et ceux qui ne répondent plus aux critères — pas assez rapides, pas assez rentables, pas assez "modernes" — deviennent superflus.

Je sais maintenant que ce n'est que le début. Que cette fracture, cette sélection par la performance, n'est pas un épisode passager mais un principe actif. Une ligne de partage nouvelle entre les corps admis et les corps rejetés. Les futurs et les sans-futur. Il ne reste plus qu'une question, et elle me poursuit comme une angoisse nue : que fera-t-on de ceux qui restent au bord ?

Tolérer les pauvres... s'ils travaillent

1. Le prix de la légitimité

Longtemps, il y a eu cette idée simple : un être humain a de la valeur parce qu'il est humain. Pas parce qu'il produit, ni parce qu'il sert un projet collectif, ni même parce qu'il s'adapte à l'économie. Il vaut, en soi. C'était la promesse des grandes démocraties sociales : une vie, même pauvre, même malade, même inutile aux yeux du marché, devait être protégée. Mais cette idée, je le sens, s'est affaiblie. Elle s'est effritée lentement, presque sans bruit, sous les coups répétés de la rigueur budgétaire, du discours méritocratique, de la culture de la performance. Elle ne s'est pas effondrée d'un bloc — cela aurait fait scandale — mais elle a reculé, comme on ferme progressivement une lumière. Ce n'est plus la dignité qu'on défend, mais la rentabilité. Il faut désormais prouver sa valeur. Justifier ses droits. Devenir rentable ou au moins activable. L'assistantat, mot devenu poison, a remplacé la solidarité dans les débats publics. Les chômeurs ne sont plus des victimes d'un système inégal, mais des suspects potentiels. Les pauvres, des gens à "remettre au travail". Et la société, tout entière, un logiciel conçu pour éliminer les lignes de code inactives. Dans ce nouveau modèle, le travail ne libère plus : il conditionne. Il n'est plus une voie d'émancipation, mais un critère de légitimité. On tolère les pauvres, oui, mais à condition qu'ils se lèvent tôt. Qu'ils se rendent utiles. Qu'ils acceptent les horaires coupés, les contrats précaires, les métiers que personne ne veut. Ils ne sont plus des citoyens : ils sont des ressources humaines, au sens le plus brut du terme.

J'ai vu naître cette figure nouvelle : le pauvre rentable. Celui qui cumule les heures, les boulots mal payés, les trajets en bus de nuit. Celui qu'on félicite d'avoir "tenu bon", tout en l'abandonnant à la fatigue, à l'angoisse de ne jamais s'en sortir. Et puis, en contrepoint, j'ai vu aussi le pauvre suspect : celui qui refuse une offre trop éloignée, celui qui oublie de remplir une case, celui qu'on sanctionne d'un clic. Derrière cela, une idée terrible s'est installée : la vie humaine n'a de valeur que si elle rapporte quelque chose, aux autres, à la société ou à l'État. Au marché. Ceux qui ne rapportent rien — ni emploi, ni consommation, ni bonne image — glissent hors champ. Ils deviennent une charge. Une anomalie. Je me souviens alors de cette formule entendue un jour, dans la bouche d'un homme politique : "il faut responsabiliser les inactifs". Je n'avais pas compris tout de suite. Puis j'ai vu : il ne s'agit pas de les aider, mais de

les discipliner. De les contraindre à se rentabiliser. Même si cela les détruit. Le modèle social a basculé. Ce n'est plus un abri, mais un filtre. Une mécanique froide où l'on ne soutient que les méritants. Et tout ce que le système ne peut pas activer devient, peu à peu, inacceptable.

2. Le pauvre "acceptable"

C'est une figure familière. On le voit dans les publicités pour des banques en ligne ou dans les brochures d'organismes de microcrédit : le pauvre souriant. Digne. Discret. Productif. Il porte souvent un uniforme. Il travaille tôt. Il consomme avec rigueur. Il se débrouille. Il ne fait pas de vagues. Ce pauvre-là, on ne le méprise pas. On le félicite même. On le met en avant, comme preuve que tout est encore possible. Il devient une exception qui confirme la règle. Une caution morale pour justifier la violence du reste. Il vit dans un équilibre précaire, entre petits boulots, aides fragmentaires et sacrifices quotidiens. Il ne demande rien — ou si peu. Il a intégré l'idée qu'il ne faut pas se plaindre. Qu'il faut rester utile. Serviable. Qu'un peu de gratitude est exigible, même pour les miettes. Il ne fait pas grève. Il ne conteste pas. Il ne ralentisse pas le flux. Il est parfait, dans son effacement. On l'appelle parfois "modèle d'insertion". On le présente comme preuve que l'on peut "s'en sortir par le travail". Mais derrière cette valorisation se cache une condition terrible : se rendre acceptable pour ne pas être rejeté. Être pauvre, d'accord, mais pauvre silencieux. Pauvre performant. Pauvre rentable. Sans fardeau émotionnel, sans plainte, sans colère. Il n'a pas le droit de tomber malade. Il doit répondre aux convocations, remplir les formulaires en ligne, envoyer les justificatifs, prouver qu'il cherche, qu'il agit, qu'il se bat. Le moindre écart, la moindre fatigue, le moindre retard devient suspect. Il vit sous contrôle, sous-évaluation constante. Il consomme aussi, même peu. Un téléphone, un abonnement, parfois une voiture fatiguée. Il faut bien cela pour tenir debout. Mais cette consommation ne doit pas devenir une revendication. Il ne faut pas trop vouloir. Pas trop exiger. Ne pas réclamer un logement vraiment décent, ni des soins de qualité, ni du repos. La société l'accepte à condition qu'il ne pèse pas. Qu'il ne coûte pas. Et surtout, il ne doit pas demander. Pas de revendications collectives. Pas d'affirmation de droits. Pas de visibilité excessive. Il doit se contenter. Être sage. Politiquement neutre. Économiquement mobile. Moralement correct. J'ai compris alors que le problème n'est pas seulement la pauvreté. C'est la manière dont elle est mise en scène, contrôlée, administrée. La manière dont une certaine pauvreté est tolérée, à condition qu'elle ne dérange pas. À condition qu'elle

ne ralentisse pas le système. Tout ce qui dépasse ce cadre devient suspect. Un pauvre qui ne joue pas son rôle devient une menace. Et une menace, dans ce monde, on l'isole, on la neutralise, on l'oublie.

3. Précarité institutionnalisée

Je me souviens du mot : « flexibilité ». On l'a entendu partout, pendant des années, comme un mot magique. Un mot qui promettait de libérer les énergies, de rendre les emplois plus accessibles, de fluidifier le marché du travail. Mais dans la bouche de ceux qui le vivent, ce mot sonne autrement. Il signifie : instabilité, fatigue, angoisse permanente. Il signifie qu'on peut être à la fois employé... et pauvre. C'est ainsi que la précarité a cessé d'être une exception. Elle est devenue un modèle. L'Uberisation en fut le symbole parfait. Des travailleurs à leur compte, sans patron, sans contrat, sans protection. Autonomes, disait-on. Responsables. Maîtres de leur temps. En réalité, ils travaillent plus que les autres, pour moins que les autres, sans congés, sans assurance, sans garantie. Je les vois, à vélo dans la nuit, portant des sacs thermiques trop lourds, bravant la pluie, les accidents, les agressions, pour livrer un plat chaud à ceux qui n'ont pas le temps ou l'envie de cuisiner. Je les croise au petit matin dans les halls d'immeubles, livreurs, femmes de ménage, gardiens temporaires. Ils sont partout, et pourtant, dans les discours officiels, ils n'existent pas. Ils forment une armée invisible. Une main-d'œuvre malléable, jetable, non syndiquée, non protégée. Ils remplissent les cases statistiques de "micro-entrepreneurs" ou "auto-entrepreneurs", mais leur réalité est celle de la dépendance économique, du travail au lance-pierre, de la course au ticket de caisse. Et quand ce système les brise — une blessure, une panne, un enfant malade — ils se tournent vers l'aide publique. Mais même là, il faut mériter. En France, par exemple, le RSA, revenu de solidarité active, a été conçu pour soutenir ceux qui n'ont plus rien. Mais très vite, on y a ajouté des conditions, des obligations, des contrôles. On soupçonne. On contraint. On parle d'"activation" des allocataires, comme s'il s'agissait de machines mal programmées.

Plus de 2 millions de personnes touchaient le RSA en 2024, souvent pour des montants inférieurs à 600 euros par mois. Et malgré cela, on évoquait sans cesse la fraude, la dépendance, l'assistanat. On oubliait que 30 % des ayants droit ne le demandent même pas, tant le parcours est humiliant. Tant l'institution a appris à mépriser les pauvres avec des sourires administratifs. Et que dire des "travailleurs pauvres" ? Ceux qui, malgré un emploi,

n'arrivent pas à vivre. En France, plus de 2 millions de personnes sont concernées. Ils travaillent en caisse, en cuisine, en ménage, en transport. Ils sont essentiels — on l'a dit pendant la pandémie — mais visiblement pas assez pour mériter un salaire qui permette de se loger, de se nourrir, de se soigner. Ce n'est plus de la précarité. C'est une stratégie de gestion sociale. Un équilibre cynique entre dépendance économique, contrainte morale et invisibilité politique. Une zone grise où les corps s'épuisent sans jamais se plaindre trop fort. Je comprends que ce système ne fonctionne pas "mal". Il fonctionne exactement comme prévu. Il n'échoue pas à protéger : il organise la vulnérabilité comme mode de gouvernement. Et pour ceux qui ne s'y plient pas, il reste la menace du retrait, de l'exclusion pure.

4. La moralisation de la pauvreté : culpabilisation, soupçon, contrôle

Je m'en rends compte peu à peu : être pauvre ne suffit plus. Il faut, en plus, être pauvre de la bonne manière. Discrètement. Poliment. Sans plainte ni colère. Comme s'il existait un code de bonne conduite pour celles et ceux qui n'ont pas assez. Comme si la pauvreté, au lieu d'être une situation, était devenue une faute morale. On ne le dit pas ainsi. On parle de "responsabilisation", d'"effort d'insertion", de "droits et devoirs équilibrés". Mais derrière les euphémismes, c'est toujours le même soupçon : si tu es pauvre, c'est sans doute que tu n'as pas bien géré. Que tu n'as pas voulu t'en sortir. Que tu abuses du système. Le pauvre, dans cette logique, devient un suspect par défaut. Sa vie était scrutée, son dossier épluché, ses achats observés, ses déclarations croisées. On vérifie s'il vit seul, s'il cherche bien un emploi, s'il a demandé une aide, cocher la bonne case. Le moindre oubli, la moindre erreur devient une preuve de mauvaise volonté. Et parfois, une faute pénalisée. Je me souviens d'une allocataire que j'avais croisée. On lui avait suspendu ses droits parce qu'elle n'avait pas répondu à une convocation envoyée par mail. Elle n'avait pas d'adresse électronique. Elle ne savait pas comment en créer une. À l'accueil, on lui avait dit : "Madame, aujourd'hui tout passe par Internet." Elle avait baissé les yeux. Elle avait soixante-trois ans. C'est cela, désormais, le traitement réservé aux pauvres : une suspicion permanente, institutionnalisée. Des procédures longues, complexes, humiliantes. Des contrôles tatillons. Des convocations sans fin. Des exigences de justification, même quand il n'y a plus rien à prouver. Il faut se montrer digne d'aide, comme on se montre digne d'un pardon. Et ce n'est pas qu'une affaire d'administration. C'est aussi un imaginaire collectif, un discours diffus.

À la télévision, dans les débats politiques, sur les réseaux sociaux, on entend parler des "assistés", des "profiteurs", des "gens qui préfèrent toucher les aides plutôt que bosser". Comme si la pauvreté était un choix. Comme si survivre avec 550 euros par mois en France était un luxe. Il y a là une inversion terrible : ceux qui ont le moins deviennent responsables du peu qu'ils ont. Et ceux qui possèdent tout se présentent comme victimes du système. Le pauvre devient une gêne morale. Un rappel que tout ne fonctionne pas. Alors on le discipline. On l'éduque. On le contrôle. Et surtout, on l'accuse — silencieusement, mais avec constance — d'être la cause de sa propre misère. Je comprends que cette culpabilisation n'est pas un accident. C'est une arme. Une manière de désarmer les revendications, d'empêcher la colère, de diviser les pauvres entre eux : les "méritants" et les "indignes". C'est une stratégie de gouvernement. Faire honte à ceux qu'on appauvrit, pour qu'ils ne relèvent jamais la tête.

5. Le XXI^e siècle sera-t-il celui de l'extermination des pauvres ?

Je me demande parfois si je n'exagère pas, si je ne vois pas trop noir. Si ce mot — extermination — n'est pas trop fort, trop chargé, trop dangereux. Il y a une pudeur, presque une terreur, à nommer ainsi les choses. Et pourtant, plus je regarde, plus j'écoute, plus je lis, moins je doute. Non, ce n'est pas un excès de langage. Ce n'est pas une image. C'est une hypothèse sérieuse. Dérangante, peut-être. Mais rationnelle. Argumentée. Étayée par ce que je vois jour après jour : une société mondiale qui se reconfigure pour fonctionner sans les pauvres. Ou plus exactement : contre eux. On ne les tue pas à coups de fusils. Pas ouvertement. Pas encore. Mais on les laisse mourir à petit feu : d'insécurité, de solitude, de malnutrition, de non-recours, de bureaucratie, d'isolement numérique, de froid, de fatigue. On les élimine socialement, spatialement, symboliquement. On les parque dans des marges. On les rend invisibles. On les rend illisibles. On les dissuade d'exister. On les pousse à l'autocensure, à l'autodestruction, à l'effacement. On réduit leurs aides, on augmente leurs obligations, on les prive d'espace, d'avenir, d'images d'eux-mêmes. On les soupçonne, on les encadre, on les presse. Et quand ils craquent, on parle d'échec personnel. Et toujours, cette hypocrisie de façade : "ce n'est pas notre faute". On blâme le système, les circonstances, la mondialisation, la technologie, la complexité. Mais derrière le rideau, il y a un choix politique. Il y a une gestion stratégique de la rareté. Un tri sélectif. Une hiérarchie des vies. Alors je pose la question, sans rhétorique, sans effet : et si notre siècle — si fier de ses droits humains, de sa croissance verte, de ses

innovations — était aussi celui de l’extermination douce des pauvres ? Non pas dans des camps, mais dans des zones d’attente. Non pas par balles, mais par abandon. Non pas au nom d’une idéologie, mais au nom de l’efficacité. Et je sais qu’il ne s’agit pas d’un avenir lointain. Mais d’un processus déjà en cours. Une extermination lente, diffuse, feutrée, presque indolore. Administrée. Régulée. Justifiée. Et pour cette raison, d’autant plus effrayante.

Ceux qui marchent sur la ligne

Ils avancent sans bruit. Chaque matin, dans les bus de banlieue, dans les cuisines d’ombre, dans les cages d’escaliers. Ils poussent des chariots de ménage, transportent des repas, surveillent des parkings, rangent des stocks. Ils ne se plaignent pas. Ils ne manifestent pas. Ils ne posent pas de questions. Ils marchent sur une ligne mince, très mince, entre l’acceptable et l’oubliable. Il les observait parfois. Non pas avec pitié, mais avec une forme de vertige. Car ces gens, les pauvres tolérés, ce sont les piliers invisibles du système. Ils assurent les fonctions vitales d’une société qui les méprise en silence. On leur confie les tâches les plus nécessaires — et les plus mal payées. On leur fait porter le poids de ce monde pressé. Mais on ne leur laisse rien d’autre que la fatigue. Et le plus cruel, pensais-je, c’est qu’ils croient encore, parfois, qu’ils s’en sortiront. Qu’en faisant preuve de courage, de rigueur, d’endurance, on finira par les intégrer. On leur a vendu cette idée : qu’avec assez d’effort, la pauvreté devient transitoire. Mais je sais, moi, que ce n’est plus vrai. Que le système a besoin de pauvres dociles, utiles, rentables — mais pauvres. Il n’y a plus de porte de sortie. Juste des sas provisoires, des tremplins vers nulle part. Et une surveillance continue : du comportement, des dépenses, de l’attitude. Être pauvre, aujourd’hui, c’est marcher en équilibre sur une ligne invisible. Il ne faut pas dévier. Il ne faut pas parler trop fort. Il ne faut surtout pas tomber. Car si l’on tombe, alors on sort de la catégorie des “acceptables”. Et l’on entre dans celle des “problèmes”. Et les problèmes, dans ce monde-là, on les trie, on les contrôle, on les évacue. Ce n’est plus une société solidaire. C’est une société conditionnelle.

Se débarrasser des pauvres : la logique d'exclusion

1. Quand le pauvre devient “trop cher”

Il y a un seuil invisible, une ligne qu'on ne voit pas venir. Le pauvre y marche, longtemps, sans le savoir. Il est d'abord toléré, surveillé, contenu. On l'accompagne un peu, on le guide à peine, on le corrige parfois. Mais il suffit qu'il pèse trop lourd — trop de soins, trop de nuits d'hôtel social, trop de versements — pour que le regard change. Pour qu'il devienne non plus un citoyen à aider, mais un coût à réduire. La société contemporaine, obsédée par les équilibres budgétaires, n'aime pas les charges prolongées. Elle parle en chiffres, en ratios, en indicateurs. Elle calcule. Et quand un être humain dépasse le budget alloué à sa pauvreté, il devient un problème comptable. La santé en est l'illustration la plus crue. Dans de nombreux pays riches, l'accès aux soins est théoriquement garanti. En pratique, il est conditionné : à la stabilité administrative, au bon usage des dispositifs, à la docilité dans le parcours. Il faut comprendre les codes, remplir les formulaires, ne pas rater un rendez-vous. Sinon, l'aide tombe. Et le corps, lui, reste malade. Je pense à ces millions de personnes qui renoncent aux soins : en France, on estime que près de 40 % des plus pauvres ont déjà reporté ou annulé une consultation médicale pour raisons financières. Aux États-Unis, c'est une évidence brutale : près de 27 millions d'Américains vivent sans aucune couverture santé, et des milliers meurent chaque année de pathologies évitables. En Grande-Bretagne, même le système de santé public (NHS) croule sous les délais, les pénuries, les déprogrammations. On soigne selon priorité. Et la pauvreté, sauf urgence vitale, ne fait pas partie des priorités. Puis il y a l'hébergement. L'aide au logement est devenue une mécanique d'urgence perpétuelle. On met à l'abri pour une nuit, pour une semaine, rarement plus. Le Samu social est saturé. Les hôtels sociaux sont débordés. Et derrière chaque porte temporaire, il y a un compte à rebours. Le pauvre coûte cher à loger — trop cher. Alors on rogne. On trie. On refuse.

En 2024, la France a franchi un cap : plus de 330 000 personnes sans domicile fixe, dont plus de 3 000 enfants qui dorment chaque soir à la rue, malgré des appels au 115. Et même les familles avec enfants se heurtent à un mur logistique et budgétaire. Quand il n'y a plus de place, ce n'est pas la place qui se crée. C'est la personne qu'on écarte. Enfin, il y a le chômage. Ce mot qui fut jadis lié à la lutte, à la solidarité, est devenu une suspicion, un poids pour les

finances publiques. Le chômeur longue durée, surtout, devient suspect. On l'oblige à prouver qu'il cherche. On réduit ses droits au fil du temps. On conditionne. On sanctionne. Il ne suffit plus de ne pas travailler : il faut montrer qu'on est prêt à tout pour ne pas rester inactif. Derrière tout cela, une logique froide : l'État n'est plus protecteur, il est gestionnaire. Et tout ce qui coûte trop — un traitement long, un hébergement récurrent, une allocation durable — devient une anomalie qu'il faut corriger. On ne dit pas "on se débarrasse des pauvres". On dit "rationaliser les dépenses", "responsabiliser les publics", "rendre les parcours plus efficaces". Mais le sens est le même. Le pauvre devient une ligne budgétaire à faire disparaître.

2. La ville qui ne veut plus des pauvres

J'ai longtemps cru que la ville appartenait à tous. Qu'elle était le lieu du commun, du mélange, de la rencontre. Mais ce n'est plus vrai. Lentement, méthodiquement, la ville a appris à repousser ceux qu'elle ne voulait plus voir. Pas par décret. Par aménagement. Ça a commencé par des détails. Des bancs publics coupés en deux, pour qu'on ne puisse pas s'allonger. Des pics métalliques sous les ponts, sur les rebords de fenêtres, au pied des immeubles. Des accoudoirs insérés dans les abris bus, juste assez hauts pour dissuader le repos. Ce n'est pas de la sécurité. C'est de l'hostilité. On appelle ça, dans le jargon froid de l'urbanisme, du mobilier anti-SDF. J'en ai vu partout, maintenant que je sais regarder. Sous les porches, aux sorties de métro, dans les centres commerciaux. La ville se défend contre ses propres enfants. Elle installe des dispositifs discrets pour dire : "ici, vous n'êtes pas les bienvenus." Mais il n'y a pas que les objets. Il y a l'économie. La pression foncière, la hausse des loyers, les expulsions administratives, la privatisation des espaces. Dans les grandes métropoles, les quartiers populaires sont grignotés rue après rue, par des projets "de revalorisation", des réhabilitations qui effacent les pauvres au nom de la modernité. On appelle cela la gentrification. Le mot est doux. Il évoque les cafés de quartier refaits à neuf, les boutiques de créateurs, les pistes cyclables. Mais derrière ce décor, il y a une guerre silencieuse : celle de la place. Ceux qui ne peuvent pas suivre sont poussés plus loin. Toujours plus loin. Vers la périphérie. Puis la grande banlieue. Puis la campagne. Puis l'invisibilité. Et cela ne se fait pas par accident. C'est une stratégie. La ville est un produit à vendre. Elle doit attirer les investisseurs, les touristes, les classes créatives. Elle ne peut plus se permettre des corps immobiles, des tentes, des visages marqués, des gestes d'errance. Cela gâche la vue. Cela inquiète les futurs acquéreurs. Cela sali la marque. Alors on

aménage l'espace pour exclure sans bruit. On supprime les bancs, on couvre les grilles, on installe des alarmes sonores. On repousse les centres d'accueil en dehors des centres-villes. On rationne les places d'hébergement. On réduit les zones de tolérance. On transforme la pauvreté en délit esthétique. J'ai compris que la ville n'est plus l'espace de tous. Elle est devenue une machine de tri. Un filtre social géographique. Elle absorbe les riches et rejette les autres. Elle ne dit pas "non". Elle dit "ailleurs". Et chaque jour, je vois s'éloigner un peu plus ceux qui ne peuvent pas suivre.

3. Criminaliser la misère

J'ai toujours cru qu'on ne pouvait pas être puni pour avoir faim. Pour avoir froid. Pour ne pas avoir de toit. Mais j'ai tort. Le monde moderne ne punit pas la pauvreté en tant que telle — ce serait trop frontal. Il punit les manifestations visibles de la pauvreté. Il criminalise la gêne qu'elle provoque. Mendier, dormir dehors, rester trop longtemps assis dans un hall, s'allonger dans une gare, poser une tente sous un pont... tout cela, dans de nombreuses villes du monde, est devenu illégal. Pas parce que ces actes sont dangereux. Mais parce qu'ils rappellent à la ville ce qu'elle ne veut plus voir : ceux qui n'ont plus rien. Je me souviens de cette vieille femme verbalisée pour avoir demandé de l'aide devant une boulangerie. De ce jeune homme expulsé d'un parking souterrain où il trouvait un peu de chaleur. De ces tentes détruites au petit matin par des services municipaux qui, au nom de l'hygiène ou de la tranquillité publique, faisaient disparaître les traces humaines.

Partout, les lois se multiplient. En France, plusieurs municipalités ont pris des arrêtés "anti-mendicité". Aux États-Unis, dans certaines villes comme Denver ou Los Angeles, il est devenu illégal de dormir dans l'espace public, même si aucune solution alternative n'est proposée. En Hongrie, la loi interdit officiellement de vivre dans la rue, sous peine d'amende ou d'emprisonnement. En Angleterre, des caméras surveillent les "activités antisociales", une formule vague qui permet de repousser toute présence indésirable. On ne dit pas qu'on punit les pauvres. On dit qu'on "maintient l'ordre", qu'on "lutte contre les incivilités", qu'on "garanti la sécurité des citoyens". Mais le message est clair : le pauvre est suspect. S'il est dans la rue, c'est qu'il dérange. S'il demande, c'est qu'il profite. S'il insiste, c'est qu'il mérite une sanction. Et les expulsions, elles, continuent de tomber. Chaque année, des milliers de foyers sont évacués de logements insalubres, d'occupations temporaires, de squats, de zones

réquisitionnées. Non pas pour les reloger. Mais pour nettoyer l'espace. Pour "remettre en ordre". Pour que les immeubles reprennent de la valeur. Pour que les regards ne soient plus perturbés. J'ai compris que le pauvre ne devient dangereux que lorsqu'il est visible. Tant qu'il se tait, qu'il travaille, qu'il se débrouille seul, on l'ignore. Mais s'il s'assied au mauvais endroit, s'il insiste, s'il refuse de disparaître, alors on l'étiquette. Et une société qui ne sait plus accueillir les fragiles finit par les traiter comme des fauteurs de trouble. Alors je regarde autour de moi. Et je me demande : jusqu'où ira-t-on dans cette guerre contre ce qu'on refuse d'assumer ? Jusqu'où ira-t-on dans le fait de rendre illégale l'existence de ceux qui n'ont déjà plus rien ?

4. La douceur des murs invisibles

Ce n'est pas un coup de matraque. Ce n'est pas une gifle. Ce n'est pas une rafle. La violence institutionnelle contemporaine ne fait pas de bruit. Elle ne crie pas. Elle n'a même pas toujours de visage. Elle passe par des dossiers perdus, des délais interminables, des formulaires incompréhensibles, des lignes téléphoniques qui ne répondent jamais. Elle est lente, glacée, bureaucratique. Je pense souvent à ceux qui, un jour, renonçaient. À force de revenir. À force de téléphoner. À force de se faire balader d'un guichet à l'autre, d'un site à l'autre, d'un bureau fermé à un autre encore. Ils renoncent à leurs droits, simplement parce qu'ils n'en comprennent plus les règles. Ou parce que l'effort à fournir pour les obtenir dépasse leurs forces. C'est ce qu'on appelle, pudiquement, le non-recours. En France, par exemple, près de 30 % des personnes éligibles au RSA ne le demandent pas. Non parce qu'elles n'en ont pas besoin. Mais parce qu'elles ne savent pas, n'osent pas, ne comprennent pas. Parce qu'elles n'ont pas d'imprimante. Parce qu'elles craignent de se tromper. Parce qu'elles ont déjà été humiliées une fois, et que ça suffit. Ce n'est pas une exception. C'est une stratégie silencieuse. Complexifier les procédures, multiplier les justificatifs, rendre les démarches chronophages, les délais flous, les réponses aléatoires : tout cela n'a pas besoin d'être méchant. Cela suffit à décourager. J'ai vu des femmes seules attendre trois mois un rendez-vous pour un logement d'urgence. Des sans-abris refusés à l'entrée d'un centre parce qu'il leur manquait une attestation. Des familles entières exclues d'une aide alimentaire parce qu'elles n'avaient pas accès à leur messagerie en ligne. Ce n'est pas de l'injustice spectaculaire. C'est de l'effacement progressif.

Et au-dessus de tout cela, il y a un tri. Un tri silencieux. Certains publics sont jugés "réinsérables". D'autres non. On les classe. On les hiérarchise. On oriente les efforts, les budgets, l'attention, vers ceux qui donnent une chance de "retour à l'autonomie". Les autres ? Trop abîmés, trop instables, trop lents. On les laisse en lisière. J'ai compris alors que cette violence-là est la plus dangereuse. Parce qu'elle ne choque pas. Parce qu'elle ressemble à une absence. Parce qu'elle peut être niée d'un trait de plume. Elle ne frappe pas. Elle laisse tomber. Et dans ce laisser-tomber systématique, il y a toute une politique : celle de l'oubli organisé. Une forme d'exclusion par épuisement. Pas besoin de répression. Il suffit de ne pas répondre. De ne pas voir. De ne pas faire. Alors je ne parle plus seulement de pauvreté. Je parle d'effacement social, institutionnalisé, minutieux. D'une mécanique où l'on ne dit jamais "non" frontalement. On dit "plus tard". On ne dit "pas comme ça". On dit "il manque un document". Et cela suffit.

Ne pas exister trop fort

Il ne reste plus grand-chose à dire, pensais-je, sinon cela : le monde tolère la pauvreté, mais il ne tolère pas qu'elle dérange. Il ne s'agit plus de sauver, d'accueillir, d'élever. Il s'agit de contenir. D'amortir. De rendre supportable, mais invisible. Et si cela ne suffit pas, alors on déplace. On élimine symboliquement. On gomme les traces. Le pauvre d'aujourd'hui doit apprendre à ne pas exister trop fort. Il ne doit pas s'étendre, ni s'allonger, ni parler trop haut, ni durer trop longtemps. Il doit circuler. Il doit se faire discret. Il doit s'user doucement, à l'abri des regards, entre deux dispositifs, entre deux refus, entre deux convocations. Je pense à tous ceux que j'ai vu glisser ainsi. Non pas tomber — ce serait encore une scène. Mais glisser. Hors des radars. Hors des discours. Hors du récit national. Et parfois même hors d'eux-mêmes. Ce n'est pas de la violence explosive. C'est une forme d'érosion. Une disparition lente, organisée, méthodique. Et cela fonctionne. Car tout le monde ou presque s'y est habitué.

Un XXIe siècle sans pauvres ? Le fantasme Poorless

1. L'économie numérique : un monde propre

J'ai ouvert l'application comme on ouvre une fenêtre sur un monde sans désordre. Tout y est net, rapide, fluide. Les icônes brillent. Les profils sont souriants. Les parcours optimisés. Les produits livrés en 24 heures. Tout dans ce monde numérique semble conçu pour faire oublier le monde réel. Et d'abord, ses aspérités. Ses bruits. Ses douleurs. Sa pauvreté. Car dans cette nouvelle économie – celle des plateformes, des interfaces, des clouds –, les pauvres n'existent pas. On ne les voit pas. On ne les montre pas. L'univers digital, du design des sites à la langue des newsletters, est un monde de surfaces lisses, de promesses immédiates, de réussites sans ombre.

Dans ce monde-là, pas de bancs souillés, pas de files d'attente devant les restos du cœur, pas de rides creusées par le froid. Rien que des dashboards, des avatars, des statistiques abstraites. Ce n'est pas un hasard. C'est un projet : l'économie numérique veut apparaître comme un monde sans souffrance. Elle s'est bâtie sur la promesse d'un monde plus intelligent, plus rapide, plus propre. Pas au sens moral, mais au sens hygiénique : un monde sans friction, sans temps mort, sans mauvaise surprise. Et quoi de plus imprévisible, de plus rugueux, de plus dérangeant que la pauvreté ? Alors elle a été effacée. Il y a bien des pauvres, bien sûr. Mais ils sont au service de ce système, et jamais à l'intérieur de lui. Ils livrent. Ils modèrent. Ils codent à la chaîne depuis des pays du Sud. Ils nettoient les entrepôts, emballent les colis, répondent aux réclamations. Ils sont là, mais dans les coulisses. Ils ne font pas partie de l'esthétique. Car dans l'imaginaire de la tech, la pauvreté est une anomalie. Un bug à corriger. Une défaillance temporaire. Une question à résoudre par l'innovation. Des start-ups s'y attaquent d'ailleurs : microcrédit par appli, aides sociales automatisées, intelligence artificielle pour détecter les "zones de vulnérabilité". Le pauvre devient un cas d'usage. Une ligne de code à optimiser. Une cible marketing. Mais jamais un sujet politique. Jamais un être à part entière. Et c'est peut-être cela, au fond, le fantasme Poorless : un monde sans pauvres visibles, sans pauvreté encombrante, sans demande sociale, sans cri. Non pas un monde plus juste. Un monde plus silencieux. J'ai compris alors que le numérique ne résout pas la pauvreté. Il l'organise autrement. Il la répartit selon des logiques d'arrière-plan. Il la masque. Il la rend compatible

avec le confort des autres. Et ce faisant, il participe à sa disparition symbolique. Ce n'est pas un progrès. C'est une anesthésie.

2. Le rêve augmenté

Ils ne parlent plus de pauvreté. Ils parlent de potentiel. De puissance. D'augmentation. Dans les conférences, les rapports, les démonstrations futuristes, l'humain est toujours en devenir, toujours en train de dépasser ses limites, de fusionner avec les machines, de s'améliorer par la technologie. Le nouveau mythe n'est plus celui de l'égalité : c'est celui de l'expansion. J'écoute ces discours avec un mélange d'émerveillement et d'inquiétude. Car ce que j'entends, ce n'est pas seulement une ambition technologique. C'est une redéfinition de l'humanité elle-même. Et cette redéfinition exclue sans même le dire. Dans le modèle promu par les géants du numérique — Google, Apple, Facebook (Meta), Amazon, Microsoft — l'humain idéal est jeune, connecté, bilingue, optimisé. Il suit ses données de santé en temps réel. Il télétravaille dans des espaces modulables. Il apprend en ligne. Il investit en cryptomonnaies. Il se géolocalise, s'auto-évalue, se forme à l'intelligence artificielle. Il porte une montre connectée qui mesure son sommeil. Ce nouvel humain, promesse de la Silicon Valley, n'a pas faim, n'a pas froid, n'est jamais fatigué. Il avance. Il évolue. Il se renouvelle. Et s'il souffre, c'est une opportunité d'apprentissage. Une occasion de se dépasser. Mais moi, je pense à tous les autres. À ceux qui n'ont pas de smartphone. Pas de carte bancaire. Pas d'adresse fixe. Pas d'application santé. À ceux qui ne peuvent pas "s'augmenter". Parce qu'ils peinent déjà à survivre.

Dans l'univers transhumaniste qui s'annonce, il n'y a pas de place pour la lenteur. Ni pour les handicaps. Ni pour les corps usés. L'idéal est l'amélioration permanente. Et tout ce qui ne peut pas être amélioré est perçu comme un défaut du système. Une variable négative. Une anomalie à corriger, ou à ignorer. Certains le disent ouvertement. Elon Musk, avec Neuralink, parle de connecter directement le cerveau aux machines, pour éviter que l'intelligence humaine ne soit dépassée par l'intelligence artificielle. D'autres financent des recherches pour prolonger la vie à 120 ans, cryogéniser les corps, coder la conscience. L'humain devient un projet technique. Mais ce projet a un coût. Un seuil d'entrée. Une langue. Une vitesse. Et tous ceux qui n'y ont pas accès ? Ils ne font pas partie du rêve. Alors je regarde ce monde émergent, fait d'avatars et de metaverses, de corps reprogrammés et de productivité sans friction, et je

me demande : à quoi ressemblera la pauvreté dans un monde où seul l'"humain augmenté" est digne de reconnaissance ? Et je devine déjà la réponse : à une obsolescence.

3. Éloigner pour ne plus voir

Il n'y a pas eu d'annonce. Pas de décret. Pas de rupture franche. Juste une série de décisions discrètes, de politiques locales, de dynamiques de marché. Et peu à peu, les pauvres ont été déplacés. Non pas vers une solution, mais vers un dehors. Un espace périphérique, invisible, où l'on n'entend plus les plaintes. Où l'on n'a plus à s'en occuper. J'ai vu le mouvement. Dans les grandes villes, les hôtels particuliers et les appartements anciens se gentrifient, les anciens quartiers populaires transformés en vitrines pour investisseurs, les commerces de proximité cédant la place aux franchises. Et les habitants précaires ? Ils partent. Repoussés à la marge, là où les loyers restent accessibles, là où les transports sont rares, là où l'on ne manifeste plus. C'est une logique géographique de la mise à l'écart. Les centres deviennent propres, vitrifiés, marchandisés. Les banlieues deviennent des réservoirs de main-d'œuvre, à distance. La pauvreté n'a pas disparu. Elle a simplement changé d'adresse. Mais même dans les périphéries, elle devient indésirable. Alors on la pousse plus loin encore. Dans des zones rurales privées de tout. Dans des villages fantômes, sans médecin, sans gare, sans guichet. Là où l'on meurt en silence, dans des maisons sans chauffage, sans connexion, sans voisins. La pauvreté se délocalise comme une usine trop coûteuse : hors du champ de vision. Et pour ceux qui ne tiennent plus du tout — les errants, les sans-abris, les sans-papiers — on invente des lieux plus fermés encore : des centres de rétention, des centres d'hébergement d'urgence, des lieux "temporaires" qui deviennent définitifs. On enferme sans dire qu'on enferme. On regroupe sans dire qu'on exclut. On protège, dit-on. On "accompagne vers l'autonomie", disent les rapports. Mais en réalité, on classe. On isole. On entrepose. Je comprends alors que le fantasme Poorless ne consiste pas à faire disparaître la pauvreté. Il consiste à la reléguer, méthodiquement, hors du champ visible, hors du champ politique, hors du champ émotionnel. Il ne faut plus voir. Il ne faut plus entendre. Il faut que les pauvres vivent ailleurs, s'épuisent ailleurs, meurent ailleurs. Et ainsi, ceux qui vivent dans les centres propres du monde — les villes vitrines, les quartiers numériques, les zones performantes — peuvent continuer à croire à une société fluide, connectée, sans friction. Une société où, comme par magie, la pauvreté a disparu. Mais elle n'a pas disparu. Elle a simplement été déplacée hors du regard.

4. Du “care” au “clear”

Pendant un temps, j’ai cru que la politique cherchait à réparer. Qu’elle se posait encore la question du soin. Du lien. Du commun. On parlait de “care” : prendre soin des plus vulnérables, construire des solidarités, maintenir une attention aux corps fragiles. C’était un idéal, parfois déformé, mais toujours là, en arrière-plan des promesses publiques. Et puis quelque chose a changé. Lentement, insidieusement. Le mot “soin” a été remplacé par celui de “gestion”. Le mot “protection” par celui de “sécurité”. Le mot “égalité” par celui d’“efficience”. On ne gouverne plus pour protéger les plus faibles. On gouverne pour optimiser les flux. Et dans cette logique d’optimisation, la pauvreté devient une donnée à traiter, un problème à “clearer”. Je l’entends dans les discours : “nettoyer les campements”, “assainir les quartiers”, “simplifier les publics”, “fluidifier les parcours”. Ce ne sont pas des mots neutres. Ce sont des mots de nettoyage. De tri. D’effacement. Je vois dans les politiques sociales cette bascule discrète mais implacable : on ne s’occupe plus de la misère, on la rationalise. On la rend gérable, quantifiable, segmentable. Et quand elle déborde, on ne cherche pas à comprendre : on cherche à contenir, à éloigner, à discipliner. Le “care”, quand il subsistait, était devenu un produit. Un service vendu par des start-ups de la bienveillance, des plateformes de “cohésion”, des dispositifs d’aide automatisés. L’aide sociale devenait un tableau de bord. Chaque pauvre, une unité dans un fichier. Chaque dossier, une ligne budgétaire. Et pour ceux qui ne rentraient pas dans les cases ? Ceux qui échappaient aux algorithmes d’insertion, aux programmes de réhabilitation ? Ceux qui ne voulaient pas être “activés”, “réorientés”, “réassociés” ? Il ne restait plus rien. Juste une logique de “clear” : effacer, redistribuer, oublier. J’ai compris alors que la promesse politique du XXI^e siècle, sous ses apparences progressistes, était une promesse de purification. Non pas une haine visible, mais une sélection froide. Un monde sans pauvres, non pas par solidarité, mais par disparition méthodique. Et c’est cela, le cœur du fantasme Poorless : non pas guérir la pauvreté, mais faire qu’elle n’existe plus dans le champ de l’image, dans le champ du discours, dans le champ de la ville. La rendre inacceptable, puis invisible, puis impossible à revendiquer. Ce n’est pas du progrès. C’est une forme douce de guerre.

Un monde nettoyé

Je regarde autour de moi. Tout semble fonctionner. Les voitures roulent sans bruit. Les interfaces répondent en un éclair. Les colis arrivent à l’heure. Les centres-villes sont devenus

des salons bien éclairés, avec des bancs où personne ne dormait, des rues sans encombre, des visages polis. Le monde a réussi. Il est devenu fluide. Connecté. Performant. Et pourtant, il y a une absence. Ce n'est pas seulement qu'on ne voit plus les pauvres. C'est qu'on ne parle plus d'eux. Comme s'ils n'avaient jamais existé. Comme s'ils étaient une anomalie corrigée, un accident de l'histoire, une variable dépassée. Tout est propre. Lisse. Hygiénique. Mais cette propreté a un prix. Car ce monde nettoyé a coupé une partie de lui-même. Il a renoncé à l'idée d'une communauté humaine diverse, inégale, mais solidaire. Il a préféré l'ordre à la justice. Le confort à la vérité. Le silence à la compassion. Je comprends alors que le fantasme Poorless n'est pas une utopie. C'est une illusion technocratique, un rêve de contrôle absolu. Et dans ce rêve, la pauvreté n'est pas résolue — elle est exilée, expulsée, effacée. Et ce qui reste, ce monde parfait, fluide, rapide, augmenté — ce monde-là, je le sens, n'est plus tout à fait humain.

La pauvreté comme menace nationale

1. Ce que tu vaux pour la nation

Il y a cette idée, de plus en plus présente, de plus en plus brutale, glissée dans les discours comme une évidence : chaque citoyen doit "apporter quelque chose". Et s'il n'apporte rien — pas de travail, pas d'impôt, pas d'innovation, pas de reconnaissance — alors il devient un poids. Une charge. Un doute dans le contrat national. Ce n'est pas formulé ainsi, bien sûr. On dit qu'il faut être acteur de son insertion, responsable de son parcours, moteur de sa réintégration. Mais derrière ces mots, une logique s'impose : l'individu n'existe politiquement que s'il rapporte. S'il a un emploi. S'il consomme. S'il participe activement au flux. Je me souviens d'avoir entendu un ministre parler des "citoyens utiles". Ce jour-là, quelque chose a basculé en moi. Non pas à cause de l'expression — j'en avais entendu d'autres, pires — mais parce qu'elle dit exactement ce que les politiques sociales appliquent déjà : une hiérarchie des existences fondée sur l'utilité. Dans cette vision, la nation n'est plus une communauté humaine. C'est une entreprise. Avec ses performances, ses bilans, ses indicateurs de rendement. Et chacun, du plus jeune au plus vieux, du plus valide au plus fragile, est sommé de se rendre justifiable.

Les enfants ? Il faut les former vite, bien, avec des compétences "monétisables". Les étudiants ? Rentabiliser les études, rembourser leurs bourses, viser l'emploi rentable. Les adultes ? Travailler plus, se reconvertir, rester adaptables. Et les vieux ? Être actifs, bénévoles, patients, discrets. Quant aux pauvres — chômeurs, précaires, exclus — ils deviennent un problème de cohésion. Un dysfonctionnement. On les suspects de "profiter", de "ralentir le pays", de "ne pas jouer le jeu". Leur seule présence suffit à déranger la fiction d'un corps national efficace. Et c'est cela, le plus cruel : la pauvreté n'est plus une injustice, elle devient une faute contre la nation. On ne la traite pas avec solidarité, mais avec méfiance. Elle inquiète. Elle fait tache. Elle menace l'unité imaginée du pays performant. Je vois poindre, derrière ce glissement, une forme de nationalisme d'entreprise. Où le pays ne protège plus les siens — il les trie. Il les évalue. Il les rentabilise. Il les expulse symboliquement s'ils ne répondent pas à l'appel de la productivité. Et pour ceux qui n'ont plus rien à donner ? Ni force de travail, ni capacité

d'adaptation, ni perspectives ? Que reste-t-il, sinon l'accusation de "ne pas appartenir vraiment" ?

2. Ce qui te rend légitime

Je n'avais jamais pensé que l'on puisse un jour mesurer la valeur d'un être humain. Et pourtant, tout semble désormais s'organisé autour de cette idée. Ce n'est pas dit brutalement. Ce n'est pas gravé sur les murs. Mais c'est là, dans les chiffres, dans les tableaux, dans les algorithmes. Il y a des colonnes : "emploi", "revenus", "formation", "contribution fiscale", "bénévolat", "engagement citoyen". Et en face de chaque ligne, un score implicite. Un barème de valeur sociale. Ce que tu apportes. Ce que tu rends. Ce que tu rends possible. Travailles-tu ? Combien d'heures ? Dans quel secteur ? Es-tu réinsérable ? Tes compétences sont-elles valorisables ? Payes-tu des impôts ? Consommes-tu ? T'engages-tu dans la vie publique ? Votes-tu ? Donnes-tu du temps ? Participes-tu à la dynamique de la nation ? À chaque réponse positive, tu gagnes un point symbolique. À chaque vide, tu descends d'un cran dans l'échelle de la légitimité. Il n'y a pas de comité pour trancher. C'est plus diffus. Un climat. Une mentalité. Une politique de chiffres. Mais elle agit. Elle sélectionne. Elle hiérarchise les vies. Le travail reste le principal critère. Sans travail, tu deviens suspect. En France, on parle de "droits et devoirs". Le RSA, le chômage, les aides sont conditionnés. Il faut chercher, prouver, s'activer. Ne pas répondre à un entretien, oublier un courrier, c'est déjà une faute morale. L'administration devient juge de ton utilité. Et l'impôt. Là aussi, une ligne claire. Celui qui "paie pour les autres" est valorisé. Celui qui "coûte" devient un fardeau. Même si ce coût n'est rien face aux cadeaux fiscaux accordés aux plus riches. Même si ce coût représente le prix de la dignité.

Enfin, la participation. On célèbre la citoyenneté engagée : le vote, les pétitions, le bénévolat, les dons. Mais là encore, tout est biaisé. Car comment s'engager quand on dort dehors ? Comment participer quand on n'a pas de téléphone, pas de papiers, pas de temps libre ? Comment être citoyen quand on survit ? Je comprends alors que l'utilité sociale n'est pas qu'un indicateur. C'est une arme de tri. Ceux qui "valent" restent dans la communauté politique. Les autres en sont peu à peu extraits. Non pas juridiquement, mais symboliquement. On ne les consulte plus. On ne parle plus pour eux. On parle d'eux, à distance, comme d'un "problème". Et si un jour ils protestent, on les accuse d'être ingrats.

3. Les bons pauvres et les autres

Il y a un mot qu'on n'ose pas dire à voix haute, mais qui traverse toutes les décisions : sélection. Les politiques sociales, depuis quelques années, ne visent plus à protéger tous les pauvres, mais à trier entre ceux qu'on peut "remettre sur les rails" — et ceux qu'on juge irrémédiablement perdus. Dans les documents administratifs, cela ne s'écrit pas ainsi. On parle d'"accompagnement renforcé", de "publics prioritaires", de "profilage". Mais derrière ces formules techniques, une logique brutale s'impose : les aides doivent aller à ceux qui montrent qu'ils peuvent encore être utiles. Les "bons pauvres" ont un profil clair. Ils sont jeunes, en bonne santé, capables de travailler, disponibles, motivés. Ils acceptent les formations courtes, les contrats instables, les emplois mal payés. Ils sont mobiles, flexibles, adaptables. Ils se conforment. Et surtout, ils ne critiquent pas le système. Ils disent merci. Ceux-là, on les aide. On les valorise. On les montre en exemple.

Et les autres ?

Les vieux sans famille. Les malades chroniques. Les handicapés isolés. Les mères seules à bout de souffle. Les hommes cassés par la rue, le silence, la honte. Ceux-là, on ne le dit pas, mais on les considère comme irrécupérables. Trop loin. Trop coûteux. Trop lents. On ne va pas les abandonner — officiellement. Mais on va restreindre leur accès aux droits. Complexifier leurs démarches. Espacer les rendez-vous. Réduire les marges. Peu à peu, l'aide se transforme en contrôle. Et le contrôle en exclusion. Je pense à ces familles à qui l'on demande sans cesse de prouver leur détresse. À ces personnes handicapées contraintes de renouveler leur dossier tous les deux ans pour confirmer qu'elles sont toujours handicapées. À ces femmes battues à qui l'on demande de produire des preuves, encore et encore, avant d'envisager une aide au logement. Comme si la misère devait se rejustifier à chaque étape. Ce n'est plus de la solidarité. C'est de la gestion différenciée. Avec des priorités, des filtres, des seuils de tolérance budgétaire. Et derrière chaque case cochée, un verdict silencieux : aidable ou pas. Méritant ou pas. Réinsérable ou pas. Je comprends alors que la protection sociale, autrefois universelle, est devenue conditionnelle. Conditionnée à l'effort. À l'obéissance. À la bonne attitude. Et ceux qui n'entrent pas dans le moule — trop fatigués, trop révoltés, trop perdus — deviennent invisibles. Ou indésirables. Ce n'est pas un échec du système. C'est son fonctionnement normal.

4. Ce que l'on garde, ce que l'on jette

J'hésitais à utiliser ce mot, tant il porte de mémoire et de douleur. Eugénisme. Mais plus j'observe, plus je comprends qu'il ne s'agit pas seulement d'une comparaison provocante. Il s'agit d'un mécanisme réel — sournois, invisible, mais actif. Non plus un eugénisme biologique, au nom d'une race ou d'un sang, mais un eugénisme fonctionnel. Un tri social par utilité. Dans ce monde, les corps et les esprits sont triés, classés, valorisés selon ce qu'ils peuvent produire, supporter, rapporter. Tout ce qui freine, ralentit, inquiète — la maladie mentale, le handicap lourd, la lenteur cognitive, la détresse chronique — n'a plus vraiment de place. On ne les exclut pas officiellement. On les "oriente". On les "accompagne". Mais toujours moins loin. Toujours moins bien. On met en attente. On décourage. On économise. On laisse le temps faire son œuvre. Et pour ceux dont la pauvreté est aggravée par un corps "non conforme" — déformé, affaibli, fragile — ou par un esprit "dissident" — confus, traumatisé, illisible — les politiques sociales deviennent un labyrinthe sans sortie. Dans les dossiers d'aide, il faut être clair, structuré, réactif. Dans les entretiens France Travail, ex-Pôle Emploi, il faut parler de projet, de mobilité, de motivation. Dans les formations, il faut "tenir le rythme". Dans les centres sociaux, il faut "montrer qu'on veut s'en sortir". Mais quand on ne veut plus rien, quand on est usé, quand on n'y croit plus — alors on dérange. On déçoit. On sort du cadre. Et là, sans bruit, le tri commence. Je pense aux logements sociaux où les familles "trop compliquées" sont mises en liste d'attente indéfinie. Aux hôpitaux où certains patients sont orientés ailleurs, pour "incompatibilité". Aux écoles où l'on décourage l'inscription d'enfants "à besoins particuliers". Aux institutions où l'on ne dit jamais "trop fragile", mais où tout est fait pour que les plus vulnérables s'excluent eux-mêmes. Ce n'est pas un complot. Ce n'est pas une idéologie claire. C'est une culture de la performance appliquée à tous les domaines de la vie. Une sélection implicite des aptes. Une société qui, sans le dire, décide de ne garder que ce qui peut servir. Et ce que l'on ne garde pas ? On le laisse glisser. Hors des radars. Hors du champ. J'ai compris alors que la violence n'a plus besoin d'être frontale. Il suffit de laisser les plus lents s'épuiser et d'organiser le monde pour qu'ils soient toujours trop lents.

Ce qui ne sert plus disparaît

Il n'y a pas eu de rupture. Pas de décret. Pas de mot d'ordre. Juste un lent glissement, presque imperceptible, du soin vers l'exigence, de la solidarité vers le tri, de l'accueil vers le contrôle.

Le pauvre n'est plus un frère en difficulté. Il est devenu un test de performance nationale. Un élément à évaluer. À rentabiliser. Et si le test échoue, on le disqualifie. On ne l'enferme pas. On ne le bat pas. On le laisse s'effacer. La nation s'est transformée en entreprise. Et comme toute entreprise, elle ne garde que les corps efficaces, les esprits agiles, les individus contributifs. Les autres ? On ne les tue pas. On les laisse en dehors du périmètre. On ferme la porte doucement. On évite leurs yeux. On ne répond pas à leur courrier. Je pense à ceux qui n'apportent "rien" : les fatigués, les sans voix, les blessés profonds, les enfants cassés trop tôt, les vieux esseulés, les survivants intérieurs. Je pense à tout ce que ce monde est en train de perdre — non seulement de l'humanité, mais de la mémoire de ce que c'est qu'une vie. J'ai compris alors que dans cette époque, la pauvreté n'est plus un problème économique : elle est devenue une anomalie politique, une menace symbolique. Et le pouvoir ne veut pas la résoudre. Il veut l'effacer. Et je sais ce qui vient, toujours, après l'effacement.

Politiques discrètes d'extermination

1. Mourir à petit feu

Il n'y a pas de barbelés. Pas de barreaux. Pas de cris. Juste des formulaires. Des rendez-vous manqués. Des lettres restées sans réponse. Et au bout du silence, un mal qui grandit. Une toux qu'on laisse traîner. Un abcès qui s'infecte. Une douleur qu'on tait jusqu'à ce qu'elle devienne trop forte pour être ignorée. C'est ainsi que les pauvres meurent aujourd'hui. Non pas d'un coup. Mais à petit feu. D'inaccessibilité. D'indifférence. D'usure. De bureaucratie. Je pense à tous ceux qui ne consultent plus. Parce qu'ils n'ont pas de mutuelle. Parce qu'ils n'ont pas les moyens d'avancer les frais. Parce que le cabinet du médecin est à dix kilomètres et qu'ils n'ont pas de voiture. Parce qu'on leur a dit, une fois, qu'ils n'étaient "pas couverts". Et qu'ils n'ont plus osé revenir.

En France, pays pourtant doté d'un système de sécurité sociale universelle, près d'un million de personnes vivent sans aucune couverture santé. En 2023, plus de 25 % des Français ont renoncé au moins une fois à des soins pour raisons financières. Et parmi les plus précaires, ce chiffre monte à plus de 50 %. Ce n'est pas la misère du Tiers Monde. C'est le résultat d'un abandon progressif, codifié, invisibilisé. Il y a les refus de prise en charge, les radiations silencieuses, les demandes de justificatifs sans fin. Mais surtout, il y a les dépassements d'honoraires. Ces tarifs "libres" que pratiquent nombre de spécialistes, inaccessibles aux plus modestes. Une consultation à 60, 90, 120 euros. Une extraction dentaire à 300. Une prothèse non remboursée. Un devis qu'on ne lit même pas. Un soin qu'on repousse jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Dans les zones rurales ou défavorisées, les médecins se font rares. Les hôpitaux ferment. Les urgences débordent. Et ceux qui n'ont pas de carte vitale, pas de papiers, pas d'adresse fixe, sont souvent orientés... nulle part. Ils patientent, ils attendent, puis ils partent. Malades, sans traitement, sans mots. Le tri se fait sans uniforme. Mais il se fait. Je comprends que cette inaccessibilité n'est pas un accident. C'est une forme de tri social par la santé. On ne dit pas "tu ne seras pas soigné". On dit : "tu n'as pas les bons documents", "reviens dans trois mois", "tu n'as pas de mutuelle", "le médecin ne prend pas de nouveaux patients". Et cela suffit. Car ce système ne tue pas. Il laisse mourir. Et cela, pensais-je, est peut-être plus efficace encore. Car personne ne hurle. Personne ne frappe. La mort survient sans drame. Elle est

discrète. Méritée, diront certains. Prévisible, diront d'autres. Et surtout : elle est économiquement rationnelle.

2. La faim, le froid, l'oubli

Ce n'est pas un camp. Ce n'est pas une prison. C'est une chambre sans chauffage. Une boîte de conserve froide. Une ampoule nue au plafond. C'est un carnet scolaire resté vierge. Un repas sauté. Une nuit à grelotter sous une couverture d'appoint. Ce n'est pas spectaculaire. C'est le quotidien. Je pense à tous ceux qui vivent là. Dans ces interstices d'un pays riche, mais organisé pour l'indifférence. Car il ne s'agit pas seulement de mourir plus tôt. Il s'agit de vivre moins bien, tous les jours. Un lent sabotage de la santé, de l'apprentissage, du sommeil, de la confiance en soi. La faim n'a pas disparu. Elle s'est banalisée. En France, selon le Secours populaire, près de 7 millions de personnes ont eu besoin d'aide alimentaire en 2023. On parle de familles avec enfants, de retraités, d'étudiants. Les distributions de repas ne suffisent plus. Les associations manquent de tout. Et l'État regarde ailleurs. Ceux qui ne mangent pas à leur faim ne peuvent pas apprendre. Ne peuvent pas travailler. Ne peuvent pas se projeter. Leur cerveau fonctionne au ralenti. Leur corps s'épuise. Le froid, lui, s'installe dans les logements insalubres, les appartements humides, les studios sans isolation. En 2022, 12 millions de personnes souffraient de précarité énergétique en France. Beaucoup se chauffent une pièce, ferment les portes, gardent les manteaux. Et ceux qui n'ont rien dorment dans leur voiture. Ou dehors. Et puis il y a l'école. La République aime dire qu'elle est le rempart contre l'inégalité. Mais l'école aussi trie. L'école exclut. Les enfants pauvres arrivent déjà fatigués, moins bien nourris, moins bien logés, souvent sans équipement. Ils sont souvent orientés, dès le primaire, vers des filières "adaptées". Moins ambitieuses. Moins valorisées. Le décrochage scolaire, en France, touche surtout les pauvres. Et ce n'est pas une fatalité. C'est le fruit d'un système qui renforce les écarts au lieu de les corriger. Alors je regarde tout cela : la faim, le froid, l'échec scolaire. Et je comprends qu'il ne s'agit pas seulement d'abandon. C'est une stratégie passive. Laisser se dégrader. Laisser se perdre. Laisser s'abîmer. Et comme toujours, le système se protège. Il dira qu'il fait de son mieux. Qu'il manque de moyens. Qu'il faut responsabiliser. Qu'on ne peut pas tout. Mais derrière cette résignation de façade, il y a une mécanique claire : réduire les vivants à un niveau de vie tel qu'ils n'occupent plus l'espace. Pas de guerre déclarée. Mais une paix empoisonnée.

3. Papier, écran, silence

Il ne s'agissait pas d'un refus. Il n'y avait pas eu de "non" officiel. Simplement, le portail ne fonctionnait pas. La page mettait trop de temps à charger. Le mot de passe avait expiré. Le téléphone restait sans réponse. Le formulaire exigeait un justificatif qu'il n'avait pas. Et il n'avait personne pour l'aider. C'est ainsi que l'on disparaît aujourd'hui de l'aide publique : dans le flou administratif. Je pense à tous ceux que je croise dans les files d'attente. Pas seulement pauvres. Pas seulement fatigués. Perdus. Devant un écran qu'ils ne comprennent pas. Devant un agent qui parle trop vite. Devant une interface qui exige une adresse électronique, une connexion fiable, un PDF à scanner. La dématérialisation, vantée comme progrès, est devenue un filtre. Une ligne de séparation. Un tamis numérique qui trie les utilisateurs capables... et les autres.

En France, on estime qu'environ 13 millions de personnes sont en situation d'illectronisme : incapables de réaliser seules des démarches en ligne. Parmi elles, des personnes âgées, des immigrés récents, des jeunes déscolarisés, des travailleurs précaires. Et ce sont ces mêmes personnes qui ont le plus besoin d'accéder aux droits : RSA, CMU, APL, PUMA, allocations familiales, régularisation, logement social. Mais le labyrinthe administratif est devenu une machine d'érosion. Un droit n'est plus une garantie. C'est une conquête, fragile, souvent éphémère. Il faut le réclamer. Le justifier. Le renouveler. Et il faut comprendre la langue de l'administration, les sigles, les dispositifs, les logiques. Il faut rester calme, patient, mobile. Il faut rappeler. Scanner. Répondre à des messages qu'on ne lit pas toujours. Il faut avoir une adresse, une pièce d'identité, une imprimante, une clé USB. Mais quand on n'a rien ? Quand on a déjà tout perdu ? Alors l'administration devient une muraille. Pas par haine. Par inertie. Par indifférence. Par automatisme. Et ceux qui restent dehors ne sont pas des oubliés. Ils sont activement exclus. Car le système sait. Les rapports s'accumulent. Les chiffres sont clairs. Ce non-recours aux droits est connu, chiffré, documenté — et il ne cesse d'augmenter. Parce qu'au fond, cela arrange. Moins de dossiers. Moins de dépenses. Moins de visibilité. J'ai compris alors que le numérique n'a pas aboli les frontières. Il en a créé de nouvelles. Invisibles, mais infranchissables. Des murs d'écrans. Des silences institutionnels. Des procédures opaques. Et derrière chaque échec de connexion, chaque délai non tenu, chaque dossier radié, il y a un être humain que l'on efface, doucement, proprement.

4. Plus personne pour dire “nous”

Je ne sais plus depuis quand les pauvres ont cessé de parler dans l’espace public. Peut-être ont-ils été fatigués d’expliquer. Peut-être ont-ils compris qu’on ne les écoute plus. Peut-être aussi que tout a été fait pour qu’ils n’aient plus accès au micro. La disparition est insidieuse. Elle ne vient pas d’un jour. Elle vient des plateaux télé sans ouvriers, des débats politiques sans assistantes sociales, des campagnes électorales sans quartiers populaires, des journaux qui parlent des pauvres sans jamais leur tendre la plume. Il n’y a plus de “nous”. Plus de voix légitime pour dire la pauvreté. On parle à la place. On analyse. On réduit à des pourcentages. On commente la violence des marges sans dire la violence du centre. On déplore le repli sans évoquer les raisons du décrochage. Le pauvre devient un objet politique, mais jamais un sujet.

Les partis ? Ils s’éloignent. À gauche, la question sociale se dissout dans les causes plus audibles, plus urbaines, plus stratégiques. À droite, le pauvre est devenu une figure de méfiance. On le suspecte de fraude, d’assistanat, d’ingratitude. L’extrême droite, elle, le récupère parfois — mais à condition qu’il soit “français de souche”, silencieux, discipliné.

Et les institutions ? Elles organisent des “concertations”, des “consultations citoyennes”, mais jamais là où l’on dort sous les ponts. Jamais là où l’on n’a pas le temps d’écrire. Jamais là où l’on ne connaît pas les codes. Même dans les mouvements sociaux, la voix des pauvres est marginale. Il faut pouvoir s’absenter, se déplacer, parler en public. Il faut avoir les mots, les réseaux, la confiance. Et quand on vit dans l’urgence, quand on manque de tout — comment militer ? Comment tenir un mégaphone quand on a faim ? Il pensait à la violence de cette absence. Une désactivation démocratique. Pas une censure, mais un silence orchestré. Une extinction de la voix, lentement, par étouffement logistique, linguistique, symbolique. Et comme toute parole qui disparaît, cela arrange. Cela permet de décider sans contradiction. De réformer sans résistance. De durcir sans s’émouvoir. On dira que les pauvres n’ont qu’à s’exprimer, qu’à s’organiser. Mais on oubliera qu’il faut du temps, de l’énergie, du réseau, de la santé — et que le système est conçu pour ne jamais leur en laisser. Il comprit alors que le plus grand danger n’était pas la pauvreté visible. C’était la pauvreté silencieuse. Celle qui ne se dit plus. Celle qui ne proteste plus. Celle qui se tait jusqu’à disparaître. Et qu’un peuple sans parole, c’est un peuple que l’on peut faire mourir en paix.

5. Les morts sans nom

Il ne reste parfois qu'un prénom. Ou rien du tout. Une silhouette sous une couverture. Une note de service. Une disparition sans faire de bruit. Chaque année, ils meurent par milliers — dehors, en mer, dans les bois, entre deux centres d'accueil, dans les limbes administratifs. Et personne ne les compte vraiment. Les sans-abris meurent jeunes, dans l'indifférence. En France, leur espérance de vie est inférieure de 30 ans à celle du reste de la population. On les retrouve au matin, gelés sur des bancs, effondrés dans les parkings souterrains, entre deux portes cochères. Chaque hiver, c'est une saignée muette. Et l'été n'est guère plus clément : déshydratation, solitude, violence.

En 2023, plus de 700 décès de personnes à la rue ont été recensés en France — mais on sait que c'est bien en dessous de la réalité. Car tous ne sont pas signalés. Tous ne sont pas identifiés. Certains meurent sans papier, sans proche, sans témoin. Ils sont inhumés sous X. Et personne ne porte leur nom. Les migrants, eux, meurent en silence entre les frontières. À Calais, à Vintimille, dans les forêts polonaises, dans les camps grecs, dans les centres de rétention libyens. Et surtout, dans la Méditerranée. En 2023, plus de 3 000 personnes ont péri en tentant de traverser vers l'Europe. Des enfants, des femmes, des hommes jeunes. Avalés par l'eau. Ou repoussés jusqu'à l'épuisement. On les appelle "flux". On les cartographie. Mais on ne les pleure pas. Et puis il y a les déplacés intérieurs. Ceux que les catastrophes, les projets immobiliers, les guerres lentes ont fait fuir. Des familles jetées sur les routes, reléguées dans des zones périphériques sans ressources. Des vies sans ancrage, sans répit. Des exils sans guerre reconnue. Ces morts n'ont pas de statut. Pas de reconnaissance nationale. Pas de cérémonie. Ils ne sont pas déclarés "victimes" — pas vraiment. Ils ne sont pas "tués" — pas officiellement. Ils sont morts parce qu'ils étaient déjà de trop, déjà trop loin, déjà trop pauvres pour peser dans la balance du récit. J'ai compris que l'extermination pouvait prendre une forme douce. Une forme bureaucratique. Logistique. Statistique. Il suffit de ne pas recueillir. De ne pas compter. De ne pas dire. Et un jour, c'est comme s'ils n'avaient jamais existé.

Ceux qu'on ne pleure plus

Je marche parfois dans la ville comme dans un cimetière sans tombes. Des lieux traversés par l'absence. Des bancs où personne ne s'assoit plus. Des rues devenues trop propres. Des regards

trop rapides. Il n'y a pas de croix. Pas de fleurs. Seulement le silence organisé autour des vies effacées. Je comprends que le système n'a pas besoin de hurler pour tuer. Il suffit de fermer une porte, d'oublier un dossier, de couper un droit, de fermer un centre. Il suffit d'exiger un justificatif impossible à produire. Il suffit de laisser faire le temps. Ils meurent un à un. Le vieux mal logé. Les jeunes sans soins. Les fous sans accueil. Les migrants repoussés par les vents. Les enfants déscolarisés. Les mères seules qu'on n'écoute pas. Les corps que la ville ne veut plus voir. Ils meurent sans haine. Mais sans amour. Et le plus terrible, pensais-je, n'est pas leur mort. C'est qu'elle ne provoque plus rien. Ni indignation. Ni mobilisation. Ni mémoire. Rien. Une disparition propre, sans odeur, sans larmes, sans mots. C'est cela, le cœur du processus. Non pas tuer directement, mais retirer lentement les conditions de la vie. L'accès aux soins. À la parole. Au droit. À l'abri. À l'attention. Laisser le vivant s'épuiser jusqu'à devenir superflu. Et comme cela ne fait pas de bruit, on peut dire que tout va bien. J'ai compris alors qu'un monde capable de laisser mourir sans pleurer est un monde prêt à tout.

Précédents historiques

1. Sparte : la sélection des corps

Dans les montagnes du Péloponnèse, au pied du mont Taygète, s'étendait une cité singulière : Sparte. Contrairement à ses voisines grecques, elle ne brillait pas par ses arts ou sa philosophie, mais par sa discipline militaire et son austérité. Au cœur de cette société, une obsession prédominait : la force physique. Dès la naissance, chaque enfant était soumis à un examen rigoureux. Selon Plutarque, les nouveau-nés étaient présentés à un conseil d'anciens au Lesché¹⁰, qui déterminait s'ils étaient "beaux et bien formés". Les nourrissons jugés faibles ou difformes étaient alors abandonnés dans un précipice appelé les Apothètes¹¹, au pied du Taygète. Cette pratique visait à préserver la pureté et la vigueur de la population. À l'âge de sept ans, les garçons étaient retirés de leur famille pour intégrer l'agôgè¹², un système éducatif étatique axé sur l'endurance, la discipline et la loyauté envers la cité. Ils y apprenaient à survivre dans des conditions extrêmes, à supporter la douleur et à obéir sans faille. Cette formation visait à forger des soldats impitoyables, prêts à sacrifier leur vie pour Sparte. Les femmes spartiates, quant à elles, recevaient également une éducation physique rigoureuse. Elles étaient encouragées à entretenir leur corps pour donner naissance à des enfants robustes. La maternité était perçue comme un devoir civique, et les femmes étaient honorées pour leur capacité à produire des guerriers valeureux. Cette société, entièrement tournée vers la guerre, valorisait la force au détriment de la compassion. Les faibles, les malades et les difformes n'avaient pas leur place dans l'idéal spartiate. Cette approche eugéniste, bien que radicale, était considérée comme nécessaire pour maintenir la suprématie militaire de la cité. Sparte est ainsi devenue un symbole de l'extrémisme en matière de sélection humaine. Son modèle, bien que critiqué, a influencé de nombreuses idéologies ultérieures prônant la pureté et la supériorité physique. En érigeant la force en vertu suprême, Sparte a ouvert la voie à des politiques d'exclusion systématique des plus vulnérables.

2. Rome : l'exposition des enfants non désirés

Dans la Rome antique, la naissance d'un enfant ne garantissait pas sa place dans la famille. Le destin du nouveau-né dépendait d'un rituel appelé *tollere liberum*, au cours duquel le père, *pater familias*, décidait d'accepter ou non l'enfant en le soulevant du sol. Ce geste symbolique

marquait l'intégration de l'enfant dans la famille. En l'absence de ce geste, l'enfant était considéré comme non reconnu et pouvait être abandonné. L'abandon, ou *expositio*, consistait à déposer l'enfant dans un lieu public, tel qu'un marché ou une décharge, dans l'espoir qu'il soit recueilli par quelqu'un d'autre. Cependant, de nombreux enfants exposés mouraient de froid, de faim ou étaient victimes d'animaux sauvages. Certains étaient récupérés pour être élevés comme esclaves ou prostitués. Les raisons de l'abandon étaient multiples : pauvreté, naissance illégitime, soupçon d'infidélité, ou simplement le désir de limiter la taille de la famille. Les filles étaient plus fréquemment abandonnées que les garçons, en raison de leur moindre valeur économique et de la dot nécessaire pour leur mariage. La *patria potestas*, pouvoir absolu du père sur sa famille, incluait le droit de vie ou de mort sur ses enfants. Ce pouvoir permettait l'abandon, voire l'infanticide, en toute légalité. Ce n'est qu'au IV^e siècle, sous l'empereur Constantin, que des lois commencèrent à limiter ces pratiques, interdisant l'infanticide et réglementant l'abandon. Cette pratique de l'exposition des enfants révèle une société où la valeur de l'individu était subordonnée aux intérêts économiques et sociaux de la famille. Elle illustre une forme d'eugénisme social, où seuls les enfants jugés désirables ou utiles étaient élevés, tandis que les autres étaient laissés à leur sort.

3. Moyen Âge chrétien : charité et contrôle des indésirables

Au cœur du Moyen Âge, la pauvreté n'était pas seulement une condition matérielle, mais un état spirituel. Les pauvres étaient perçus comme les "pauperes Christi", les pauvres du Christ, incarnant l'humilité et la souffrance du Sauveur. Cette vision théologique imprégnait profondément la société médiévale, où la charité était considérée comme une voie de salut pour les riches, leur permettant de racheter leurs péchés en aidant les plus démunis. Les institutions ecclésiastiques jouaient un rôle central dans cette dynamique. Les monastères, les églises et les confréries organisaient des distributions d'aumônes, des repas pour les pauvres et des soins pour les malades. Les hôpitaux, tels que les Hôtels-Dieu¹³, accueillaient les indigents, les pèlerins et les malades, leur offrant un refuge temporaire et des soins de base. Ces établissements étaient financés par des dons, des legs et des revenus fonciers, témoignant de l'engagement de la société envers les œuvres de miséricorde. Cependant, cette bienveillance avait ses limites. À partir du XIV^e siècle, des crises économiques, des famines et des épidémies, comme la peste noire, provoquèrent une augmentation significative du

nombre de pauvres. Face à cette situation, la perception des pauvres commença à changer. Une distinction se fit jour entre les "bons pauvres", méritants et dignes d'aide, et les "mauvais pauvres", perçus comme paresseux, vagabonds ou simulateurs. Cette catégorisation permit aux autorités de justifier des mesures de contrôle et de répression à l'encontre des plus démunis.

Des réglementations furent mises en place pour limiter la mendicité et le vagabondage. Les villes instaurèrent des listes de pauvres autorisés à recevoir de l'aide, tandis que les autres étaient chassés ou emprisonnés. Des dispositifs de surveillance, tels que des jetons ou des badges, furent utilisés pour identifier les bénéficiaires légitimes de la charité. Les hôpitaux et les maisons de charité commencèrent à refuser l'accès aux personnes jugées indignes, renforçant ainsi l'exclusion sociale des plus vulnérables. Cette évolution marqua un tournant dans la gestion de la pauvreté. La charité, autrefois universelle et inconditionnelle, devint sélective et conditionnée à des critères moraux et comportementaux. Les pauvres furent de plus en plus perçus comme une menace pour l'ordre social, justifiant des politiques de contrôle, de confinement et d'exclusion. Ainsi, le Moyen Âge chrétien, tout en prônant la compassion et l'aide aux nécessiteux, posa les bases d'une gestion ambivalente de la pauvreté, mêlant bienveillance et répression.

4. Le capitalisme industriel du XIXe siècle : travail des enfants, bidonvilles, famine

Le XIXe siècle, marqué par la révolution industrielle, a transformé radicalement les sociétés européennes. Les machines ont remplacé les outils artisanaux, les usines ont supplanté les ateliers, et une classe ouvrière est née. Mais cette ère de progrès technique s'est aussi accompagnée d'une exploitation humaine sans précédent, notamment des enfants. Dans les mines, les usines textiles ou les ateliers, les enfants travaillaient dès l'âge de cinq ans. Leurs petites tailles les rendaient aptes à se faufiler entre les machines, à nettoyer les parties inaccessibles ou à tirer des chariots de charbon dans des galeries étroites. Les journées de travail s'étendaient souvent sur douze heures, six jours par semaine, pour un salaire dérisoire. Les conditions étaient insalubres, les accidents fréquents, et les maladies pulmonaires ou osseuses courantes. Les familles ouvrières, attirées par les promesses d'emploi, affluaient vers

les villes industrielles. Mais ces centres urbains n'étaient pas préparés à une telle croissance démographique. Les logements étaient surpeuplés, mal construits, sans ventilation ni sanitaires. Les bidonvilles proliféraient, et avec eux, les épidémies de choléra, de tuberculose et de typhus. L'espérance de vie dans ces quartiers tombait parfois en dessous de 30 ans. Parallèlement, les politiques économiques libérales favorisaient les exportations au détriment de la consommation locale. Dans les colonies, comme l'Inde ou l'Irlande, des famines dévastatrices éclataient. Les autorités, fidèles aux principes du libre-échange, continuaient d'exporter des denrées alimentaires pendant que des millions de personnes mouraient de faim. L'historien Mike Davis¹⁴ parle de "génocides tropicaux" pour décrire ces catastrophes évitables. Face à ces injustices, des voix s'élevèrent. Des réformateurs, des écrivains comme Charles Dickens ou Victor Hugo, dénoncèrent l'exploitation des enfants et la misère des classes laborieuses. Des lois furent progressivement adoptées pour limiter le travail des enfants, améliorer les conditions de logement et instaurer des systèmes de protection sociale. Mais ces avancées furent lentes et souvent contournées par les industriels.

Le capitalisme industriel du XIXe siècle, tout en apportant des innovations majeures, a aussi révélé une capacité à sacrifier les plus vulnérables sur l'autel du profit. Les enfants, les pauvres, les colonisés ont payé le prix fort de cette modernisation. Une leçon historique qui résonne encore aujourd'hui, à l'heure où les inégalités persistent et où les plus faibles restent les premières victimes des crises économiques.

5. XXe siècle : eugénisme, stérilisations forcées, Shoah

Au tournant du XXe siècle, l'eugénisme émerge comme une discipline prétendument scientifique visant à "améliorer" l'espèce humaine. Le terme, forgé en 1883 par Francis Galton¹⁵, cousin de Charles Darwin, signifie littéralement "bien naître". Cette idéologie gagne rapidement du terrain dans les sociétés industrialisées, notamment aux États-Unis et en Europe, où elle influence profondément les politiques publiques.

L'eugénisme aux États-Unis : un modèle pour le monde

Dès 1907, l'Indiana adopte la première loi de stérilisation obligatoire, rapidement suivie par d'autres États. Au total, environ 60 000 personnes sont stérilisées de force aux États-Unis au cours du XXe siècle. Ces politiques ciblent principalement les personnes considérées comme

"faibles d'esprit", les malades mentaux, les pauvres, les Afro-Américains, les Amérindiens et les immigrants. La décision de la Cour suprême dans l'affaire *Buck v. Bell*¹⁶ en 1927, qui valide la stérilisation forcée de Carrie Buck, une jeune femme injustement jugée "débile mentale", renforce la légitimité de ces pratiques. Le juge Oliver Wendell Holmes déclare alors : "Trois générations d'imbéciles suffisent ».

L'eugénisme en Europe : entre consensus et radicalisation

En Europe, plusieurs pays adoptent des lois eugénistes. La Suède, par exemple, met en œuvre un programme de stérilisation entre 1935 et 1976, visant principalement les femmes jugées "socialement inadaptées". Environ 63 000 personnes sont stérilisées durant cette période. Ces politiques bénéficient d'un large soutien politique et scientifique, illustrant la banalisation de l'eugénisme dans les sociétés occidentales.

L'Allemagne nazie : l'eugénisme poussé à l'extrême

En Allemagne, l'eugénisme prend une tournure radicale avec l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933. La "loi pour la prévention d'une descendance atteinte de maladies héréditaires" impose la stérilisation obligatoire des personnes souffrant de diverses affections, telles que la schizophrénie, l'épilepsie ou l'alcoolisme chronique. Entre 1934 et 1945, environ 400 000 personnes sont stérilisées de force. Le programme Aktion T4¹⁷, lancé en 1939, marque une escalade vers l'extermination. Sous couvert d'euthanasie, environ 250 000 personnes handicapées, adultes et enfants, sont assassinées dans des institutions médicales. Ces meurtres, initialement justifiés par des motifs économiques et raciaux, préfigurent les méthodes utilisées lors de la Shoah.

La Shoah : l'aboutissement d'une logique eugéniste

La Shoah représente l'aboutissement ultime de l'idéologie eugéniste nazie. Les Juifs, les Roms, les personnes handicapées et d'autres groupes sont systématiquement exterminés dans le but de "purifier" la race aryenne. Les camps de concentration et d'extermination deviennent les instruments d'une politique génocidaire sans précédent, ancrée dans des théories pseudoscientifiques de hiérarchisation des races.

Le premier plan quinquennal soviétique et la famine ukrainienne

Peut-être l'exemple le plus atroce : Au tournant des années 1930, l'URSS de Staline lance une industrialisation à marche forcée, sous le nom de premier plan quinquennal. L'objectif affiché : moderniser l'économie, éradiquer les inégalités, abolir la misère héritée du tsarisme. Mais les moyens sont brutaux : collectivisation forcée des terres, réquisitions agricoles, répression des paysans réfractaires (*koulaks*). En Ukraine, grenier à blé de l'Empire russe, la résistance des paysans entraîne une répression féroce. En 1932–1933, le gouvernement soviétique confisque massivement les récoltes, interdit l'exode, impose des quotas impossibles à remplir. Résultat : la famine. Le Holodomor. Entre 3 et 5 millions de morts. L'ironie tragique, c'est que cette politique était censée supprimer la pauvreté rurale, créer une société égalitaire. Mais au lieu d'inclure les pauvres dans l'économie, elle les a affamés au nom de l'efficacité collective. Ce cas montre que la suppression autoritaire de la pauvreté peut tourner au génocide social. Dès lors qu'un pouvoir décide de supprimer la pauvreté en supprimant les pauvres qui résistent ou ralentissent le plan, on passe du progrès économique à la terreur technocratique.

6. Exemples coloniaux : déplacement forcé, famine organisée

Le colonialisme, au-delà de la conquête militaire, s'est souvent appuyé sur des stratégies de contrôle des populations indigènes par des moyens indirects mais tout aussi destructeurs. Parmi ces moyens, les déplacements forcés et les famines organisées ont été utilisés pour affaiblir, soumettre et parfois éliminer des communautés entières.

La famine du Bengale de 1943 : une tragédie évitable

En 1943, sous le régime colonial britannique, la province du Bengale en Inde a été le théâtre d'une famine dévastatrice, causant la mort de 800 000 à 3,8 millions de personnes. Si des facteurs naturels comme les cyclones et les maladies des cultures ont contribué à la crise, les politiques coloniales ont largement aggravé la situation. Les autorités britanniques ont continué à exporter du riz depuis l'Inde vers la Grande-Bretagne, même lorsque la population locale mourait de faim. De plus, des politiques telles que la "Boat Denial Policy"¹⁸ ont entravé la distribution de nourriture, exacerbant la famine. Le Premier ministre britannique de l'époque, Winston Churchill, a été critiqué pour son indifférence face à la crise humanitaire.

La famine de Ruzagayura au Rwanda : une conséquence du colonialisme belge

Entre 1943 et 1944, la région de Ruzagayura, dans le Rwanda sous mandat belge, a connu une famine qui a causé la mort de 36 000 à 50 000 personnes. Bien que la sécheresse ait joué un rôle, les politiques coloniales ont exacerbé la situation. Les autorités belges ont continué à exporter des denrées alimentaires vers le Congo belge pour soutenir l'effort de guerre allié, négligeant les besoins locaux. Cette famine a entraîné des migrations massives et une instabilité politique dans la région.

La rébellion Maji Maji en Afrique de l'Est : une répression par la famine

De 1905 à 1907, les populations indigènes de l'Afrique de l'Est allemande (actuelle Tanzanie) se sont révoltées contre les politiques coloniales imposant la culture du coton. La répression allemande a été brutale : les forces coloniales ont adopté une politique de la terre brûlée, détruisant les récoltes et les villages. Cette stratégie a conduit à une famine massive, causant la mort de 75 000 à 300 000 personnes, principalement par la faim. Certains historiens qualifient ces actions de génocidaires.

La famine en Afrique de l'Ouest française : une négligence systémique

Dans les années 1930, le Niger, alors sous domination française, a été frappé par une famine. Les autorités coloniales, bien qu'informées de la situation, ont tardé à réagir, mettant en évidence une négligence systémique envers les populations indigènes. Ce n'est qu'après cette crise que les administrateurs français ont commencé à être tenus responsables de la sécurité alimentaire de leurs sujets.

La famine au Kenya en 1899 : une opportunité pour la colonisation britannique

À la fin du XIXe siècle, le centre du Kenya a été ravagé par une famine, exacerbée par des épidémies de variole et la peste bovine. Cette crise a entraîné la mort de 50 à 90 % de la population dans certaines régions. Les Britanniques ont profité de cette situation pour consolider leur emprise sur le territoire, établissant des missions et des postes administratifs, et facilitant la colonisation.

7. XXIe siècle : néolibéralisme, biopolitique, invisibilisation des morts

Au XXIe siècle, les sociétés contemporaines sont marquées par une gestion accrue des vies humaines à travers des mécanismes de pouvoir subtils et diffus. Le philosophe Michel Foucault¹⁹ a introduit le concept de biopolitique pour décrire la manière dont les

gouvernements exercent un contrôle sur les populations en régulant des aspects tels que la santé, la reproduction et la mortalité. Dans ce contexte, le néolibéralisme émerge comme une rationalité politique qui valorise l'individu en tant qu'entrepreneur de lui-même, responsable de sa propre santé, éducation et bien-être. Cette responsabilisation individuelle peut conduire à une marginalisation accrue des personnes incapables de répondre aux normes de productivité et d'autonomie imposées par le système. Parallèlement, le concept de nécropolitique, développé par Achille Mbembe²⁰, met en lumière la manière dont certains pouvoirs décident qui peut vivre et qui doit mourir, créant ainsi des "mondes de la mort" où des populations entières sont reléguées à une existence précaire.

Ces dynamiques se manifestent de manière aiguë dans la gestion des crises sanitaires, des migrations et des inégalités économiques. Par exemple, la pandémie de COVID-19 a révélé comment certaines catégories de travailleurs, qualifiés d'"essentiels", ont été exposées à des risques accrus sans protection adéquate, illustrant une forme de nécroéconomie où la mort devient un sous-produit acceptable de la production économique. De plus, les politiques migratoires restrictives et les conditions de vie précaires imposées aux migrants renforcent leur vulnérabilité, les plaçant souvent dans des situations où leur mort est perçue comme une conséquence inévitable plutôt que comme une tragédie évitable. Ainsi, le XXI^e siècle est marqué par une gestion de la vie et de la mort où les mécanismes de pouvoir invisibilisent les morts des plus vulnérables, les transformant en statistiques ou en pertes collatérales, plutôt qu'en vies humaines dignes de mémoire et de deuil.

Le fil rouge de l'élimination

Il n'y eut jamais vraiment de commencement. Ni de fin claire. Seulement une continuité. Une trame d'ombre où l'on retrouve, siècle après siècle, une constante : l'effort délibéré ou implicite d'éloigner, de réduire, de faire disparaître ceux que l'ordre dominant juge inutiles, dangereux ou encombrants. De la falaise spartiate aux couloirs vides des hôpitaux publics. Du marché romain où l'on déposait les nouveau-nés non désirés aux rues modernes où l'on laisse mourir les sans-abris. Des couvents médiévaux où l'on enfermait les indigents à l'intelligence artificielle qui trie les allocataires. Des chambres de stérilisation forcée aux internats climatisés du développement personnel. Chaque époque a produit ses pauvres, puis ses raisons de s'en

défaire. Le vocabulaire change, mais la logique reste : purifier, optimiser, rationaliser, faire place nette et effacer sans bruit.

Les politiques coloniales affamaient des peuples au nom de la mission civilisatrice. Les industriels du XIXe siècle broyaient des enfants au nom du progrès. Les régimes du XXe siècle stérilisaient, euthanasiaient, exterminaient, au nom de la science ou de la race. Aujourd'hui, nous parlons d'"efficacité", de "charge sociale", de "valeur ajoutée". Mais le résultat est souvent le même : ceux qui ne rentrent pas dans le cadre sont écartés, déplacés, silencés et invisibilisés.

Ce chapitre n'est pas une galerie de monstruosité anciennes. C'est un miroir, une ligne de continuité et un avertissement. L'Histoire n'est pas derrière nous, elle est devant, patiente, silencieuse, prête à recommencer — si on la laisse faire.

Réflexions

Le bruit des disparus

Il n'y a ni bruit, ni émeute, ni signal d'alarme. La disparition des pauvres ne se fait pas d'un coup. Elle s'étire, presque élégamment, dans les marges d'un monde qui va trop vite. On ne les voit pas tomber, car ils sont déjà à genoux. On ne les entend pas crier, car ils parlent une langue que les systèmes ont désapprise. On ne les pleure pas, car leur absence est méthodiquement confondue avec le progrès. Dans les villes ultra connectées, les portiques filtrent les corps selon leur solvabilité. Dans les hôpitaux rationalisés, les algorithmes décident qui vaut l'injection et qui vaut l'attente. Dans les écoles, on enseigne l'excellence, mais pas la compassion. Et dans les bulletins télévisés, les pauvres deviennent des chiffres qu'on croise avec d'autres chiffres, jamais des visages. Certains continuent de vivre, sans maison, sans papiers, sans voix. D'autres se couchent sous les ponts sans jamais se relever. On les appelle sans-abri, clandestins, assistés, marginaux. On leur assigne des mots à faible coût pour éviter les vérités à haute intensité. Dans les campagnes, on appelle cela désertification. Dans les villes, gentrification. Partout, le même processus : rendre invisibles ceux qui rappellent l'échec du modèle. L'indésirable devint illégal. L'inutile, silencieusement supprimé. Mais il reste, quelque part, une mémoire. Celle d'un monde où l'on avait osé croire que la richesse n'était pas qu'une somme, qu'un ticket, qu'un rendement. Une mémoire portée par quelques voix dissidentes, par des enfants écorchés qui questionnaient, par des poètes têtus et des mères en colère. Ceux-là n'étaient pas nombreux, mais ils savaient encore lire dans les plis de l'oubli. Ils savaient que ce que l'on appelle « pauvre » n'est pas toujours celui qui possède peu, mais celui que l'on prive du droit d'exister. Et à la lisière des villes, au bord des fleuves ou dans les ruines des anciennes zones industrielles, la vie recommençait parfois. Fragile, bancale, mais debout. Là où il restait un peu d'humanité à sauver.

Le prix de l'oubli

Il fallait que cela reste propre. Silencieux. Calculé. Le XXI^e siècle n'a pas bâti une société plus solidaire, mais une société plus ordonnée. Plus rationnelle. Plus performante. Et dans cet ordre

nouveau, le désordre humain qu'incarnait la pauvreté ne pouvait plus avoir de place. L'exclusion des pauvres n'est plus brutale, elle est méthodique. Elle n'est plus hurlée, elle est chuchotée dans les logiciels, chiffrée dans les tableaux Excel, appliquée par des institutions convaincues de bien faire. La pauvreté est désormais gérée, classifiée, administrée... puis effacée. Le tri ne se fait pas au hasard : il suit la logique froide de l'utilité. Ceux qui produisent, consomment, se rendent utiles ou rentables sont tolérés. Les autres, les improductifs, les silencieux, les malades, les errants, sont progressivement extraits du cadre. Ce n'est plus l'exclusion des corps, c'est l'amnésie des consciences. Un oubli organisé, régulé, légalisé. Mais il reste une tâche irréductible sur ce grand tableau blanc : la dignité. Il reste, sous les chiffres et les algorithmes, une exigence fondamentale : celle de reconnaître, dans chaque vie humaine, non pas une variable économique, mais un visage, une histoire, une place. Il ne s'agit plus de plaindre les pauvres comme des objets de charité. Il s'agit de les reconnaître comme des citoyens à part entière, comme des acteurs légitimes de la cité. Non pas des bénéficiaires passifs, mais des sujets politiques, porteurs de mémoire, de résistances, d'alternatives. Ils ne sont pas à éliminer, ils sont à écouter. Car une société qui ne protège pas ses plus faibles, qui abandonne ses blessés, qui nie ses marges, est une société qui prépare, en silence, sa propre ruine. Le progrès véritable ne se mesure pas à la vitesse des machines, mais à la manière dont il prend soin de ceux qui n'avancent pas. Et dans les recoins oubliés de nos villes, sur les bancs des gares, au seuil des hôpitaux, il y a encore des hommes et des femmes debout. Invisibles pour certains, mais essentiels pour tous. Ceux-là sont la mémoire vive de notre humanité.

Ma conclusion.

Homo Sapiens

La pauvreté, telle qu'on l'observe dans le monde contemporain, n'est pas une simple conséquence de l'économie ou de la politique : elle est aussi, plus subtilement, enracinée dans les mécanismes mentaux, affectifs et cognitifs de notre espèce. Homo sapiens est un animal social, sensible, calculateur et hiérarchique. Les inégalités sont anciennes ; la misère, elle, est plus récente, mais elle prospère sur un terreau émotionnel que l'on croit trop souvent neutre. Notre cerveau a évolué pour survivre dans des petits groupes, dans un monde où l'accès aux ressources était limité, incertain, souvent vital. Ce passé imprime encore nos comportements : la peur de manquer pousse à l'accumulation, même au-delà du raisonnable, la compétition entre individus pour le statut ou l'attention façonne des hiérarchies, la méfiance envers l'autre, surtout lointain ou inconnu, freine la solidarité spontanée, l'empathie, bien que réelle, reste souvent tribale, limitée à ceux qui nous ressemblent.

Dans une société moderne, ces instincts deviennent dysfonctionnels. Ils expliquent pourquoi l'on tolère les inégalités, pourquoi la pauvreté ne soulève pas de révolte systématique, pourquoi les riches peuvent dormir tranquilles. Notre fonctionnement émotionnel fournit des justifications morales intérieures : "il n'a pas travaillé", "c'est triste, mais je n'y peux rien", "je mérite ce que j'ai".

Historiquement, les sociétés de chasseurs-cueilleurs étaient relativement égalitaires. Le partage était une condition de survie, l'accumulation était matériellement impossible. Ce n'est qu'avec l'agriculture, la propriété foncière, puis l'État et enfin la religion, que des formes durables de pauvreté sont apparues. L'institutionnalisation des inégalités, soutenue par des codes moraux ou des récits de mérite, a alors ancré la misère comme une fatalité. Mais la pauvreté moderne, celle des grandes villes, des bidonvilles, des exclus invisibles de l'ordre numérique, est une invention récente. Et paradoxalement, elle est rendue possible par notre capacité à l'ignorer. Nous avons développé des outils intellectuels puissants, mais nos réflexes émotionnels, eux, n'ont pas évolué au même rythme. Cette discordance explique pourquoi, malgré la richesse globale suffisante pour éradiquer la misère, celle-ci persiste. Elle n'est pas

rationnelle, elle est psychosociale. L'Homo sapiens a besoin de reconnaissance, de domination relative, d'une forme de méritocratie même imaginaire. Le pauvre devient alors l'échec d'un modèle que nous entretenons, mais aussi un repère moral nécessaire à ceux qui réussissent. Sa souffrance rassure l'ordre. Il faut donc comprendre la pauvreté comme une conséquence non intentionnelle mais récurrente du fonctionnement émotionnel de notre espèce. Elle est le symptôme d'une humanité qui n'a pas encore appris à dépasser ses instincts tribaux, son besoin de hiérarchie, sa peur de l'autre. Mais ce constat n'est pas une fatalité. C'est un appel à repenser l'humain non plus seulement comme un individu émotif en quête de sécurité, mais comme un être capable de transcender sa biologie par la culture, la raison et la justice. La fin des pauvres ne viendra pas par la technologie seule, mais par une révolution du regard que nous portons sur nous-mêmes.

L'exploitation de l'homme par l'homme.

La question de l'exploitation humaine n'est pas simplement une affaire de capitalisme moderne. Elle plonge ses racines bien plus loin, jusque dans les transformations fondamentales de notre organisation sociale. L'homme n'a pas toujours exploité l'homme. Mais il le fait depuis qu'il a appris à accumuler, à dominer, à sanctifier sa supériorité. L'exploitation commence lorsque le travail, la force ou le corps de l'autre deviennent des instruments de la puissance de quelques-uns. Durant des dizaines de milliers d'années, Homo sapiens a vécu en petits groupes égalitaires. La nourriture était partagée. Il n'y avait ni propriété foncière ni hiérarchie durable. Chacun contribuait à la survie commune. L'exploitation, au sens structurel du terme, n'avait pas sa place. Avec l'agriculture vient la sédentarisation. Puis la division du travail. Et surtout : l'apparition du surplus. Désormais, certains peuvent produire plus que nécessaire, stocker, conserver. Cela permet à d'autres de vivre sans produire, à condition de prendre ce surplus par la force, le droit, ou la croyance. Le cycle de l'exploitation est né.

L'esclave devient la figure fondatrice de l'exploitation humaine. Propriété vivante, corps utile, force gratuite. En Mésopotamie, en Égypte, en Grèce, à Rome : la civilisation repose sur la captation du travail d'autrui. L'idée d'un homme maître d'un autre est intégrée dans la loi, la religion, la philosophie.

Plus tard, le serf n'est plus un esclave, mais il est lié à la terre. Il doit au seigneur travail, impôts en nature, corvées. En échange : protection, justice, éventuellement la paix. L'exploitation devient une relation sacrée, adossée à Dieu et à l'ordre du monde. On ne l'interroge pas, on la bénit.

Avec la révolution industrielle, le travail devient marchandise. L'ouvrier est "libre", mais n'a pas le choix. Il vend sa force contre un salaire. L'entrepreneur accumule la richesse produite par d'autres. La plus-value, théorisée par Marx, devient le moteur d'un capitalisme fondé sur l'inégalité structurelle.

Le monde numérique a créé de nouvelles formes d'exploitation : à distance, dématérialisée, algorithmique. L'utilisateur devient producteur de données. Le livreur précaire travaille sans protection. Les populations du Sud produisent à bas coûts pour les marchés du Nord. Tout est propre, fluide, connecté. Mais l'exploitation, elle, persiste, masquée derrière des interfaces. L'homme exploite l'homme depuis qu'il a pu extraire plus de valeur qu'il n'en donne. Depuis qu'il a créé des outils pour accumuler, pour séparer, pour ordonner. L'exploitation n'est pas née de la méchanceté : elle est issue d'une opportunité historique, puis d'une organisation du monde. Mais aujourd'hui, en connaissant ses racines, on peut en contester l'évidence. Démasquer son camouflage moral, technique, juridique. Car si l'on comprend quand et comment l'homme a commencé à exploiter l'homme, on peut aussi comprendre comment y mettre fin.

L'erreur de la vision en coût.

En considérant que la pauvreté est un coût pour la société, directs : aides sociales, allocations, dispositifs d'urgence, hébergements, soins de santé (surreprésentation des maladies chroniques, retards de soins), éducatifs (échec scolaire, besoins de soutien accrus), justice et sécurité (surcriminalisation des populations pauvres). Et indirects : baisse de productivité (capital humain sous-exploité), faible consommation (les pauvres consomment peu, et souvent peu diversifié), moins de fiscalité (contribuables peu imposés voire exemptés).

Réduire la pauvreté — par l'inclusion, la formation, l'accès à l'emploi — génère bien une économie, à court et long terme. Mais si l'on pousse le raisonnement jusqu'à l'absurde (et cela

a été fait dans l'Histoire), la "suppression" violente ou marginalisante des pauvres réduit certains coûts, mais en crée d'autres massifs : coûts humains et éthiques : traumatisme collectif, instabilité politique, violences, radicalisation. Coûts économiques : perte de main-d'œuvre bon marché (secteurs entiers en dépendent), réactions internationales (sanctions, boycott, isolement), baisse de la consommation intérieure, déséquilibres structurels (baisse de la demande de services basiques). Un système sans pauvres, si obtenu par la violence ou l'exclusion systémique, devient plus coûteux à stabiliser que celui qu'il remplace (police, surveillance, contrôle social, technologies de traçage, murs, drones, etc.). Il Existe bien une économie d'un monde sans pauvreté, mais à condition que cette disparition ne soit pas une extermination, mais une transformation des conditions économiques : redistribution plus juste, formation et montée en compétence, accès équitable aux ressources, décentralisation de la richesse. Dans ce cas, l'économie d'un monde sans pauvres est celle d'une société plus productive, plus stable, plus saine, plus éduquée, donc plus riche collectivement.

Encore faudrait-il que l'être humain ait de la considération pour son prochain. Pour cela, il faudrait qu'il soit moins autocentré, moins anesthésié par ces réseaux sociaux et moins captivé par la course à la modernité.

L'intelligence artificielle, dans son déploiement global et rapide, incarne à la fois une promesse de rationalisation du monde et un risque de déshumanisation systémique. Si l'on veut comprendre l'impact de l'IA sur la pauvreté, il faut dépasser les discours optimistes des innovateurs et ceux, apocalyptiques, des anti-technologistes. L'IA ne supprime ni ne sauve les pauvres : elle les reconfigure, les classe, les rend visibles ou invisibles selon les critères qu'elle reçoit. C'est un filtre social, un miroir algorithmique dressé entre les institutions et les corps. La pauvreté dans le monde numérique n'est pas seulement un manque d'argent. C'est un manque de données, de signal, de visibilité utile aux systèmes. Dans un environnement piloté par des modèles statistiques, l'absence de données valides revient à l'inexistence. Les pauvres deviennent des data-poor, introuvables, non rentables, peu analysables, donc écartés. Leur silence devient une forme d'échec algorithmique, qui se traduit concrètement par un refus de prêt, une radiation administrative, une affectation scolaire défavorable, une moindre priorité à l'hôpital. Les algorithmes ne sont pas neutres. Ils reproduisent les biais de ceux qui les conçoivent et les alimentent. Les données historiques sont biaisées, et leur traitement

accentue les clivages. Le pauvre est assigné à sa catégorie prédictive : risque élevé, potentiel faible, résidant d'un quartier à problèmes. Ainsi, même les dispositifs d'aide, censés lui être favorables, deviennent des outils de tri automatisé : qui mérite quoi, pour combien de temps, sous quelle condition ?

Dans certains pays, l'accès aux aides sociales se fait via des portails IA : chatbots, éligibilité prédite, décisions automatisées. Un seul document manquant ou une donnée incohérente et la machine rejette. Sans recours. Sans explication. Le pauvre ne comprend pas l'algorithme, mais l'algorithme, lui, a décidé. Paradoxalement, l'IA peut aussi invisibiliser les pauvres en les effaçant des cartes. Une grande ville où la surveillance par caméras et reconnaissance faciale est omniprésente peut très bien ne pas "voir" les sans-abris, car ils n'ont pas de visage reconnu, pas de smartphone enregistré, pas de données sociales exploitables. Ils deviennent des absents d'un système pourtant omniscient, le paradoxe ultime : être entouré de capteurs et rester invisible. Ce que l'on nomme la "pauvreté artificialisée", c'est cette nouvelle condition sociale créée ou aggravée par l'IA. Ce n'est pas la pauvreté de la faim ou du froid, mais celle de la non-prise en compte. Une forme de néant social automatisé. Une mécanique froide qui triera, segmentera, n'agira pas, sans que personne n'ait directement voulu le mal. Contre cela, il ne suffira pas d'éduquer les pauvres au numérique. Il faudra réinterroger les modèles, les finalités, les sources de données, la place de l'humain dans la chaîne décisionnelle. Car si l'IA gouverne sans regard critique, la pauvreté deviendra un bug admis du système. Et dans un monde sans pauvres visibles, l'injustice sera d'autant plus redoutable qu'elle semblera propre, rationnelle, inévitable.

Alors il nous reste la guerre !

Il y a de nombreuses années j'avais vu un documentaire qui m'avait sidéré ! Le Cauchemar de Darwin (*Darwin's Nightmare*, 2004) de Hubert Sauper. Le lac Victoria et la perche du Nil. Introduite artificiellement dans le lac Victoria dans les années 1950, la perche du Nil est une espèce prédatrice qui a détruit une grande partie de la biodiversité du lac, éradiquant des centaines d'espèces endémiques. Mais son développement spectaculaire a conduit à la création d'une industrie de pêche lucrative, majoritairement tournée à l'exportation vers l'Europe et les marchés internationaux. Une chaîne de valeur inversée. Les Occidentaux

(entreprises européennes, principalement) achètent la perche du Nil à bas prix et organisent son exportation. Le poisson est traité dans des usines modernes financées par des investissements étrangers, mais les filets de qualité partent vers l'Europe. Les déchets de poisson (arêtes, peaux, têtes) sont parfois laissés sur place pour la consommation locale — dans des conditions d'hygiène déplorables. Les populations riveraines du lac, pourtant au cœur du gisement halieutique²¹, n'ont pas accès à une alimentation saine ni à l'emploi stable, et souffrent de malnutrition, paradoxalement au sein d'une richesse naturelle exploitée. La conséquence sociale et humaine est la faim et la pauvreté : dans certaines zones autour du lac Victoria, les habitants n'ont plus les moyens d'acheter le poisson qu'ils pêchent. La situation est d'une extrême violence et a fait naître le désespoir pour des milliers de personnes. L'arrivée massive de devises et d'intérêts étrangers alimente parfois prostitution, trafics et instabilité sociale. Bien évidemment cela entraîne pollution et écocide : les pratiques industrielles abîment davantage le lac et son écosystème, au détriment de la durabilité.

Dans le documentaire, un riverain du lac explique que pour lui la guerre est la solution à tous ses problèmes. Ce serait une opportunité pour reprendre le pouvoir sur sa vie. C'est en tout cas ce qu'il pense. Même s'il doit mourir !

L'exemple des Trente Glorieuses, ou le malheur comme levier de réforme

La guerre, dans sa brutalité absolue, est l'une des expressions les plus violentes de la domination humaine. Elle tue, elle affame, elle déplace, elle ruine. Et pourtant, certains analystes, à la marge de la pensée morale, ont osé poser la question : la guerre peut-elle, indirectement, réduire la pauvreté ?

Posons la question de façon rigoureuse : non pas "la guerre comme solution morale ou souhaitable", mais "la guerre comme catalyseur d'un changement social qui, parfois, diminue la pauvreté". Cette distinction est essentielle, car elle délimite l'analyse du cynisme.

La guerre est d'abord un multiplicateur de misère. Elle pulvérise les conditions d'existence : infrastructures détruites, famines et maladies, disparition des revenus, effondrement des services publics, déplacement des populations et perte de repères. Elle produit des millions de pauvres, d'invalides, d'orphelins. Elle rend visible l'inhumain, démultiplie les inégalités. À court terme, la guerre est le creuset de la pauvreté la plus abjecte.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe de l'Ouest connaît une phase de reconstruction sans précédent : les Trente Glorieuses (1945–1975). Pourquoi ? Parce que la guerre, en détruisant l'ancien ordre, ouvre la voie à : un nouveau contrat social, fondé sur la redistribution, les droits sociaux, le plein emploi. Une volonté politique collective d'éviter le retour à l'entre-deux-guerres, marqué par la misère et le fascisme. Des investissements massifs (Plan Marshall, nationalisations, politiques keynésiennes). Une restructuration égalitaire de l'économie : réduction des inégalités, salaires encadrés, syndicats puissants. Ce n'est pas la guerre qui enrichit. C'est le projet d'après-guerre, choisi par les peuples, qui transforme la ruine en croissance partagée. Dans certains cas, la guerre permet de renverser des aristocraties ou des oligarchies figées (ex : Japon démilitarisé et réformé par les Américains). De redistribuer les terres, réformer l'État, reconstruire autrement. D'imposer, dans le choc, des choix sociaux radicaux, inenvisageables en période de paix. Mais ces effets sont ambivalents. D'autres guerres (guerres civiles, post-coloniales, régionales) ont laissé les pays exsangues, instables, encore plus pauvres qu'avant.

Certains régimes ont théorisé la guerre comme moteur de croissance : Le nazisme cherchait l'espace vital et une économie de guerre. Les dictatures modernes utilisent la menace ou le conflit pour relancer la production, mobiliser les masses, justifier la répression. Les néolibéraux radicaux voient dans la guerre une "destruction créatrice". Ces approches sont cyniques et dangereuses. Elles transforment la souffrance en outil de gestion. Elles sacrifient les faibles au nom d'une hypothétique efficacité globale.

Alors la guerre ne résout pas la pauvreté. Elle l'accroît, la radicalise. Mais elle crée parfois les conditions politiques pour penser un monde différent, car elle oblige à réparer, à réimaginer, à reconstruire. Ce n'est pas la guerre qui enrichit, mais la paix active qu'on construit après elle. Là réside la leçon des Trente Glorieuses : la misère n'est pas une fatalité, mais une construction sociale. Mais c'est dans les ruines que l'on peut choisir de ne plus jamais revenir à l'ancien monde.

Fin

La pauvreté en chiffres aujourd'hui

En 2024, selon les données de la Banque mondiale, près de 700 millions de personnes, soit 8,5 % de la population mondiale, vivent avec moins de 2,15 dollars par jour. Ce seuil, ajusté en 2022 pour refléter les prix de 2017, définit l'extrême pauvreté. L'objectif mondial visant à éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030 semble désormais hors de portée. Ces chiffres soulignent la persistance de la pauvreté extrême, malgré les efforts déployés au cours des dernières décennies. La concentration de la pauvreté dans certaines régions, notamment l'Afrique subsaharienne, et les défis liés aux conflits, à la croissance économique lente et aux chocs climatiques, rendent la lutte contre la pauvreté plus complexe que jamais.

Une pauvreté concentrée en Afrique subsaharienne

En 2024, l'Afrique subsaharienne abrite environ 67 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté, alors qu'elle ne représente que 16 % de la population mondiale. Cette concentration est exacerbée par des taux de croissance économique faibles, des conflits persistants et une vulnérabilité accrue aux chocs climatiques. Les pays éligibles à l'aide de l'Association internationale de développement²² (IDA) regroupent environ 72 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Les enfants, premières victimes de la pauvreté

Les enfants sont particulièrement touchés par l'extrême pauvreté. Environ 333 millions d'enfants vivent avec moins de 2,15 dollars par jour, soit près de la moitié des personnes en situation d'extrême pauvreté. Le taux de pauvreté extrême chez les enfants est de 17 %, contre 12 % pour les jeunes et 7 % pour les adultes.

Une pauvreté multidimensionnelle persistante

Au-delà des revenus, la pauvreté se manifeste par des privations dans des domaines essentiels tels que l'éducation, la santé et l'accès aux infrastructures de base. Selon la Banque mondiale, environ 1 personne sur 10 dans le monde est considérée comme pauvre au sens multidimensionnel, c'est-à-dire cumulant plusieurs formes de privations.

Des inégalités persistantes

Malgré une réduction du nombre de pays présentant des niveaux d'inégalité très élevés, environ 1,7 milliard de personnes (20 % de la population mondiale) vivent encore dans des économies caractérisées par une forte inégalité des revenus, principalement en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne.

Une stagnation inquiétante de la réduction de la pauvreté

Malgré des décennies de progrès, la réduction de la pauvreté mondiale connaît un ralentissement préoccupant. Selon le rapport *Poverty, Prosperity, and Planet* de la Banque mondiale, environ 3,4 milliards de personnes, soit près de 40 % de la population mondiale, vivent avec moins de 6,85 dollars par jour. Ce seuil, représentatif du niveau de vie dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, met en évidence une pauvreté persistante qui n'a guère évolué depuis 1990, en raison de la croissance démographique.

Des projections alarmantes pour l'avenir

Les perspectives ne sont guère optimistes. À moins d'une accélération significative de la croissance économique et d'une réduction des inégalités, il pourrait falloir plus d'un siècle pour éradiquer la pauvreté mesurée au seuil de 6,85 dollars par jour. Même pour l'objectif de réduction de l'extrême pauvreté à moins de 3 % d'ici 2030, les projections actuelles indiquent qu'environ 622 millions de personnes (soit 7,3 % de la population mondiale) vivront encore dans l'extrême pauvreté à cette date.

Les défis des pays les plus pauvres

Les 26 pays les plus pauvres du monde, qui abritent 40 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté, sont confrontés à des niveaux d'endettement sans précédent depuis 2006, les rendant de plus en plus vulnérables aux catastrophes naturelles et autres chocs. Ces pays, principalement situés en Afrique subsaharienne, en Afghanistan et au Yémen, sont souvent en proie à des conflits armés ou à une instabilité sociale, ce qui décourage les investissements étrangers et conduit à des économies volatiles.

Face à ces défis, la Banque mondiale souligne la nécessité d'une nouvelle stratégie de développement pour améliorer les moyens de subsistance des populations. Cela implique des politiques économiques plus inclusives, des investissements accrus dans l'éducation, les

infrastructures et les services de base, ainsi qu'une attention particulière aux populations les plus vulnérables.

Une fracture persistante

Malgré les efforts déployés pour réduire la pauvreté, les inégalités économiques restent profondément enracinées dans les sociétés contemporaines. Elles ne se manifestent pas seulement par des écarts de revenus, mais aussi par des disparités d'accès aux ressources, aux opportunités et aux droits fondamentaux.

En 2024, la richesse des milliardaires a augmenté de 2 000 milliards de dollars, soit une croissance trois fois supérieure à celle de l'année précédente. Le nombre de milliardaires a atteint 2 769, avec une richesse combinée passant de 13 000 milliards à 15 000 milliards de dollars en un an. Cette accumulation de richesse est largement attribuée à l'héritage, au pouvoir monopolistique et à des connexions politiques privilégiées. Pendant ce temps, près de la moitié de la population mondiale continue de vivre dans la pauvreté, avec une femme sur dix vivant dans l'extrême pauvreté.

Les inégalités de revenus au sein des pays ont atteint des niveaux alarmants. Par exemple, en Afrique du Sud, les 10 % les plus riches captent 65 % du revenu national. Aux États-Unis et au Mexique, le 1 % le plus riche détient 21 % du revenu national. Ces chiffres illustrent une concentration extrême des richesses, exacerbant les tensions sociales et économiques.

Perception mondiale des inégalités

Une enquête menée dans 36 pays révèle qu'une médiane de 54 % des adultes considèrent que l'écart entre les riches et les pauvres est un problème majeur dans leur pays. De plus, 60 % estiment que l'influence politique excessive des riches contribue largement aux inégalités économiques. Ces préoccupations sont particulièrement prononcées dans les pays à revenu intermédiaire, où les perspectives économiques sont souvent plus incertaines.

Une vulnérabilité accrue des enfants par rapport aux adultes

Les enfants sont plus de deux fois plus susceptibles que les adultes de vivre dans l'extrême pauvreté. Alors qu'ils représentent environ 31 % de la population mondiale, ils constituent plus de 50 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

La pauvreté infantile est particulièrement concentrée en Afrique subsaharienne, où environ 40 % des enfants vivent dans l'extrême pauvreté. Cette région représente 71 % des enfants extrêmement pauvres dans le monde, contre 55 % en 2013. La croissance rapide de la population, les conflits persistants et les chocs climatiques contribuent à cette situation.

Au-delà du revenu, la pauvreté infantile se manifeste par des privations dans des domaines essentiels tels que l'éducation, la santé et l'accès aux infrastructures de base. Environ 1,43 milliard d'enfants vivent avec moins de 6,85 dollars par jour, ce qui reflète une pauvreté plus large que l'extrême pauvreté monétaire.

Les enfants vivant dans des pays touchés par des conflits ou des situations de fragilité sont particulièrement vulnérables. Environ 38,6 % des enfants dans ces contextes vivent dans l'extrême pauvreté, contre 10 % dans les pays non fragiles.

Pauvreté et genre : les femmes en première ligne

La pauvreté n'est pas neutre du point de vue du genre. Les femmes, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, sont plus exposées à la pauvreté en raison de facteurs structurels et systémiques.

En 2024, environ 10,3 % des femmes dans le monde vivent dans l'extrême pauvreté, un taux supérieur à celui des hommes. Cette disparité est particulièrement marquée chez les femmes âgées de 25 à 34 ans, qui ont 25 % plus de chances de vivre dans des foyers extrêmement pauvres que les hommes du même âge.

Les femmes représentent 70 % des travailleurs pauvres, une statistique qui s'explique notamment par le fait que 79,5 % des emplois à temps partiel et 70 % des emplois en CDD et des postes en intérim sont occupés par des femmes. En 2024, pour chaque dollar gagné par un homme, une femme gagne en moyenne 51,8 cents, une amélioration modeste par rapport à 2005, où ce chiffre était de 47 cents.

Les femmes ont souvent un accès restreint à la propriété foncière, au crédit et aux opportunités économiques. Elles sont également sous-représentées dans les postes de décision, ne détenant que 27 % des sièges au parlement national et 35,5 % des postes au sein des conseils d'administration en 2024.

Les femmes sont particulièrement affectées par les crises climatiques et économiques. Elles représentent 80 % des personnes déplacées en raison des catastrophes naturelles et sont plus exposées aux violences accentuées par ces événements.

Face à ces inégalités persistantes, des initiatives mondiales appellent à des actions concrètes. La Stratégie en matière de genre 2024-2030 de la Banque mondiale vise à accélérer l'égalité des genres en mettant l'accent sur l'élimination des violences basées sur le genre, le renforcement du capital humain, l'augmentation des possibilités économiques et la mobilisation des femmes en tant que leaders.

Pauvreté et santé : une spirale descendante

La pauvreté et la santé sont intimement liées dans une dynamique où l'une influence l'autre, créant un cercle vicieux difficile à interrompre. Les personnes en situation de pauvreté sont plus exposées à des conditions de vie précaires, à une alimentation insuffisante et à un accès limité aux soins de santé, ce qui dégrade leur état de santé. À l'inverse, une mauvaise santé peut entraîner une perte de revenus, des dépenses médicales élevées et une exclusion sociale, plongeant davantage les individus dans la pauvreté.

Les études de Whitehall²³ ont mis en évidence un "gradient social de santé", démontrant que plus le statut socio-économique est bas, plus la santé est mauvaise. Ce phénomène est observé dans de nombreux pays, où les personnes occupant des postes moins qualifiés présentent des taux de mortalité plus élevés que celles occupant des postes plus élevés. Ce gradient souligne l'impact des déterminants sociaux sur la santé des populations.

Les inégalités en matière de santé ne se limitent pas à l'accès aux soins. Elles englobent également des facteurs tels que le niveau d'éducation, les conditions de logement, l'environnement de travail et le soutien social. Par exemple, les personnes sans diplôme vivent en moyenne 3 à 5 ans de moins que celles ayant un diplôme de l'enseignement supérieur. De plus, elles vivent en bonne santé en moyenne 18 à 25 années de moins.

La pauvreté entraîne également des répercussions sur la santé mentale. Le stress chronique, l'anxiété et la dépression sont plus fréquents chez les personnes en situation de précarité. Ces troubles peuvent être exacerbés par l'isolement social, la stigmatisation et le sentiment d'impuissance, aggravant ainsi la spirale descendante de la pauvreté et de la mauvaise santé.

Les personnes vivant dans la pauvreté rencontrent souvent des obstacles pour accéder aux services de santé, tels que le coût des soins, la distance géographique, le manque d'information et la complexité administrative. Ces barrières peuvent entraîner un retard dans le diagnostic et le traitement des maladies, conduisant à des complications évitables et à une détérioration de l'état de santé.

Pauvreté et logement : l'habitat précaire

Le logement est un pilier fondamental de la dignité humaine. Pourtant, en 2024, des millions de personnes vivent dans des conditions indignes, révélant une crise profonde du logement qui touche particulièrement les plus démunis.

Selon le 30e rapport sur l'état du mal-logement en France, environ 4,2 millions de personnes sont considérées comme mal logées, c'est-à-dire privées de logement ou vivant dans des conditions très difficiles. Parmi elles, 1,1 million n'ont pas de logement personnel, souvent hébergées en centre d'urgence ou à l'hôtel. De plus, 12,1 millions de personnes sont fragilisées par leur logement, confrontées à des situations telles que les impayés, le surpeuplement, la précarité énergétique ou des copropriétés en difficulté.

L'habitat indigne, caractérisé par des logements insalubres ou dangereux, concerne plus d'un million de personnes en France. Ces logements, souvent situés dans des copropriétés dégradées ou des zones rurales isolées, ont des effets dramatiques sur la santé, le confort et l'estime de soi des occupants. La Fondation Abbé Pierre estime qu'il y a au moins 600 000 taudis sur le territoire français, dont 150 000 en Outre-mer.

La précarité énergétique touche environ 3,2 millions de ménages en France, qui dépensent plus de 8 % de leurs revenus pour payer les factures énergétiques de leur logement. En 2024, 75 % des ménages ont restreint le chauffage pour maîtriser leurs factures, et 30 % déclarent avoir souffert du froid dans leur logement, contre 14 % en 2020.

En 2024, les expulsions de locataires ont augmenté de 87 % par rapport à l'année précédente, avec 24 039 procès-verbaux d'expulsion délivrés. Cette hausse s'explique par une purge des dossiers bloqués par la pandémie, la baisse du pouvoir d'achat et la crise du logement.

En Europe, environ 400 000 mineurs vivent à la rue ou dans des centres d'hébergement, et plusieurs millions sont victimes du mal-logement. La suroccupation est une composante majeure de ce phénomène, avec un quart des mineurs vivant dans un logement surpeuplé en 2023.

Pauvreté et éducation : un cercle vicieux

L'éducation est souvent présentée comme un levier essentiel pour sortir de la pauvreté. Cependant, pour des millions d'enfants à travers le monde, la pauvreté constitue un obstacle majeur à l'accès à une éducation de qualité. Ce manque d'éducation, à son tour, limite les opportunités économiques futures, perpétuant ainsi un cycle intergénérationnel de pauvreté.

Dès les premières années de vie, les enfants issus de milieux défavorisés rencontrent des obstacles à l'accès à l'éducation. Par exemple, dans les pays de l'OCDE, bien que 83 % des enfants de 3 à 5 ans soient inscrits dans l'éducation préprimaire, les enfants de familles défavorisées restent souvent exclus en raison de coûts élevés ou d'un accès limité aux services éducatifs.

La pauvreté des apprentissages est une réalité préoccupante. Selon un rapport de la Banque mondiale, 70 % des enfants de 10 ans dans les pays à revenu faible et intermédiaire sont incapables de lire et de comprendre un texte simple. Cette situation est exacerbée par la pandémie de COVID-19, qui a entraîné des fermetures prolongées d'écoles et des interruptions d'apprentissage.

Le manque d'éducation entraîne des répercussions durables sur la vie des individus. Les enfants issus de familles pauvres ont 34 % plus de risque de se retrouver en situation de vulnérabilité scolaire et ne pas être en mesure d'intégrer les différents apprentissages, et ce dès la maternelle. Ces difficultés peuvent conduire à un décrochage scolaire, limitant les perspectives d'emploi et de revenus à l'âge adulte.

Malgré l'importance de l'éducation, les investissements dans ce domaine restent insuffisants, notamment dans les pays en développement. En 2022, l'aide totale à l'éducation a atteint un niveau record de 16,6 milliards de dollars, mais sa part dans l'aide totale au développement a diminué, passant de 9,3 % en 2019 à 7,6 % en 2022. Cette baisse de financement compromet les efforts pour améliorer l'accès à une éducation de qualité pour tous.

Pauvreté et emploi : la précarité du travail

La pauvreté ne résulte pas uniquement de l'absence d'emploi ; elle est également alimentée par la précarité des conditions de travail. En 2022, environ 1,1 million de personnes en France exerçaient un emploi tout en vivant sous le seuil de pauvreté, soit 2,9 % des salariés et 12,5 % des travailleurs indépendants.

La précarité de l'emploi a connu une augmentation significative au cours des dernières décennies. En 2023, 16 % des emplois salariés étaient des contrats précaires (intérim, CDD ou apprentissage), un chiffre deux fois supérieur à celui des années 1980. Cette tendance reflète une transformation structurelle du marché du travail, où les emplois stables deviennent moins accessibles.

Le phénomène des travailleurs pauvres met en évidence une contradiction : avoir un emploi ne garantit pas une vie décente. Selon une enquête menée par Andès, 53 % des travailleurs pauvres déclarent ne pas manger à leur faim, 40 % sautent régulièrement des repas, et 77 % redoutent une aggravation de leur situation dans les mois à venir. Ces chiffres illustrent la fragilité économique de nombreux travailleurs, même en emploi.

Les jeunes et les femmes sont particulièrement touchés par la précarité de l'emploi. Depuis les années 1980, la part des jeunes occupant des postes précaires est passée de 15 % à plus de 50 %. Les femmes, quant à elles, sont surreprésentées dans les emplois à temps partiel et les contrats précaires, ce qui contribue à des inégalités salariales persistantes.

Malgré une baisse du taux de chômage entre 2015 et 2022, la précarité de l'emploi n'a pas diminué. Au contraire, elle s'est accentuée, suggérant que le plein emploi ne garantit pas la fin de la précarité. Cette situation souligne la nécessité de repenser les politiques de l'emploi pour qu'elles favorisent des conditions de travail stables et dignes.

Pauvreté et alimentation : l'insécurité alimentaire

En 2024, la France, pourtant cinquième puissance économique mondiale, fait face à une crise alimentaire silencieuse mais profonde. L'insécurité alimentaire, autrefois marginale, touche désormais une part significative de la population, révélant les failles d'un système socio-

économique incapable de garantir à tous un accès digne à une alimentation suffisante et de qualité.

Selon l'Observatoire des vulnérabilités alimentaires²⁴, 32 % des Français se déclaraient en situation d'insécurité alimentaire en 2024. Ce chiffre grimpe à 58 % chez les 18-24 ans et à 40 % pour les familles monoparentales. Près d'un Français sur cinq (19 %) a déclaré avoir eu faim sans pouvoir manger pendant l'année écoulée, un chiffre qui atteint 33 % chez les familles monoparentales. La précarité alimentaire ne se limite pas à la quantité de nourriture, mais concerne également la qualité. En 2022, 45 % de la population déclarait ne pas manger assez bien, se restreignant sur la qualité nutritive de leur alimentation.

Les jeunes adultes sont particulièrement touchés. En 2024, plus de la moitié des 18-24 ans (58 %) étaient en situation d'insécurité alimentaire. Cette tranche d'âge, souvent confrontée à la précarité de l'emploi et à des revenus instables, est plus vulnérable aux fluctuations économiques et aux hausses des prix alimentaires.

Face à cette hausse, les ménages adoptent des stratégies qui compromettent la qualité nutritionnelle de leur alimentation. Selon l'Observatoire des vulnérabilités alimentaires, 93 % des personnes en insécurité alimentaire n'arrivent pas à manger de la volaille, de la viande ou du poisson tous les deux jours par manque de moyens financiers. De plus, environ la moitié des personnes en insécurité alimentaire consomment des fruits (54 %) et des légumes (46 %) une seule fois par semaine ou moins.

En 2020, environ 7 millions de personnes étaient concernées par l'aide alimentaire en France. Le réseau des Banques Alimentaires permettait d'en aider 2,4 millions. Cependant, l'accès à cette aide reste limité. En 2023, seulement un quart des individus en insécurité alimentaire sévère bénéficiaient de l'aide alimentaire. La principale raison de la non-utilisation de l'aide alimentaire est le sentiment de honte, évoqué par 47 % des personnes concernées.

L'inflation alimentaire a exacerbé la précarité. En mars 2023, l'inflation sur les produits alimentaires atteignait 16 %, poussant 41 % des ménages à dépenser moins sur l'alimentation. Cette hausse des prix contraint les ménages à réduire leurs achats de produits frais et de qualité, au profit d'aliments moins coûteux mais souvent moins nutritifs

Pauvreté et environnement : les plus vulnérables en première ligne

Les inégalités environnementales ne sont pas seulement une question de géographie ou de climat, mais aussi de justice sociale. Les populations les plus pauvres, bien qu'étant les moins responsables des dégradations environnementales, en subissent de manière disproportionnée les conséquences.

Les personnes en situation de précarité sont souvent les plus exposées aux pollutions, tant au travail qu'à domicile. Par exemple, 65 % des ouvriers respirent des fumées et poussières à leur poste, contre 9 % des cadres. De même, 50 % des ouvriers sont en contact avec des produits dangereux, contre 12 % des cadres. Au domicile, les plus modestes subissent davantage le bruit, les températures extrêmes et l'humidité, aggravant ainsi leur vulnérabilité.

Le changement climatique affecte de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. Selon la Banque mondiale, les 74 pays les plus pauvres, responsables de seulement 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, subissent pourtant les conséquences les plus sévères du réchauffement climatique. D'ici 2050, plus de 200 millions de personnes pourraient être contraintes de migrer en raison des effets du changement climatique.

Le concept de racisme environnemental met en évidence comment certaines communautés, souvent minoritaires et à faibles revenus, sont délibérément exposées à des risques environnementaux plus élevés. Cela inclut la localisation de décharges de déchets dangereux ou d'industries polluantes à proximité de ces communautés, exacerbant ainsi les inégalités existantes.

Pour remédier à ces inégalités, il est essentiel d'adopter des politiques publiques qui intègrent à la fois les dimensions sociales et environnementales. Cela inclut le développement de produits et services écologiques accessibles, des subventions, une formation, et une meilleure information aux citoyens par le biais d'un "guichet unique de la transition ».

Pauvreté et justice : criminalisation de la misère

En France, la pauvreté est de plus en plus perçue non seulement comme une condition sociale, mais aussi comme un comportement déviant. Cette perception se traduit par des politiques et des pratiques qui tendent à pénaliser les personnes en situation de précarité, renforçant ainsi leur marginalisation.

La législation récente reflète une tendance à criminaliser la pauvreté. Par exemple, la loi du 27 juillet 2023, visant à protéger les logements contre l'occupation illicite, a été critiquée pour son impact disproportionné sur les personnes sans domicile. Cette loi prévoit des sanctions sévères, y compris des peines de prison, pour l'occupation de logements vacants, une pratique souvent motivée par l'absence d'alternatives pour les sans-abris. De plus, la mendicité est de plus en plus réglementée. Certaines municipalités ont adopté des arrêtés interdisant la mendicité dans des zones spécifiques, comme les gares et les transports en commun, sous prétexte de maintenir l'ordre public. Ces mesures, bien que présentées comme des outils de gestion urbaine, contribuent à la stigmatisation des personnes en situation de précarité.

Le système carcéral joue un rôle paradoxal dans la gestion de la pauvreté. Selon une étude de l'Observatoire international des prisons²⁵, près de 45 % des personnes incarcérées se considéraient comme pauvres avant leur détention, et ce chiffre grimpe à 75 % après leur sortie. La prison, loin de résoudre les problèmes sociaux, les aggrave en limitant les opportunités d'emploi et en renforçant l'exclusion sociale. En 2024, la population carcérale en France a atteint un record de 75 897 détenus, exacerbant les conditions de détention et rendant plus difficile la réinsertion des personnes incarcérées.

Au-delà des sanctions pénales, les personnes en situation de pauvreté sont souvent confrontées à des formes de maltraitance institutionnelle. La dématérialisation des services publics, le durcissement des critères d'éligibilité aux aides sociales et la complexité des démarches administratives constituent des obstacles majeurs à l'accès aux droits. Le Secours Catholique souligne que ces barrières institutionnelles contribuent à l'exclusion des plus vulnérables et à l'augmentation du non-recours aux prestations sociales.

Pauvreté et culture : l'accès inégal à la vie culturelle

La culture est un droit fondamental, essentiel à l'épanouissement individuel et à la cohésion sociale. Pourtant, en 2024, l'accès à la culture demeure profondément inégalitaire, reflétant et renforçant les fractures sociales existantes.

Les personnes en situation de pauvreté sont souvent exclues des espaces culturels. Selon l'Insee, seulement 11 % des 20 % les plus pauvres déclarent visiter un site culturel plus de trois

fois par an. Cette exclusion culturelle s'ajoute à la privation matérielle, renforçant le sentiment de marginalisation.

Les inégalités territoriales accentuent les disparités d'accès à la culture. Dans les communes rurales, seuls 42 % des habitants estiment avoir un accès satisfaisant à la culture, contre 77 % à Paris. L'éloignement géographique, le manque d'infrastructures et la rareté des offres culturelles contribuent à cette fracture.

Face à ces inégalités, des initiatives émergent pour promouvoir l'accès à la culture des populations vulnérables. La Marche pour la citoyenneté culturelle 2024/2025 est une mobilisation nationale visant à lutter contre les atteintes aux droits culturels des personnes en situation de précarité, de handicap ou d'isolement. Cette démarche souligne l'importance de garantir l'égal accès de tous aux services culturels publics. Par ailleurs, le Pass Culture, dispositif gouvernemental destiné aux jeunes, a été réformé pour mieux atteindre les publics éloignés de la culture. Cependant, des critiques subsistent quant à son efficacité à réduire les inégalités sociales et culturelles.

Pour remédier à ces inégalités, il est essentiel de repenser les politiques culturelles en intégrant les dimensions sociales et territoriales. Cela implique de renforcer les infrastructures culturelles dans les zones défavorisées, de soutenir les initiatives locales et de promouvoir la participation active des populations concernées à la vie culturelle.

Pauvreté et politique : voix étouffées, représentations absentes

Dans une démocratie, la participation politique est un droit fondamental. Pourtant, les personnes en situation de pauvreté sont souvent absentes des sphères de décision et sous-représentées dans les instances politiques. Cette exclusion politique renforce leur marginalisation et limite leur capacité à influencer les politiques publiques qui les concernent.

Les personnes vivant dans la pauvreté participent moins aux élections et aux débats publics. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : un sentiment de défiance envers les institutions, un manque d'information sur les processus politiques, et des obstacles pratiques tels que l'absence de domicile fixe, qui peut compliquer l'inscription sur les listes électorales.

Les personnes en situation de pauvreté sont également sous-représentées dans les instances politiques. Les élus issus de milieux modestes sont rares, ce qui peut conduire à une méconnaissance des réalités vécues par les plus démunis et à des politiques publiques moins adaptées à leurs besoins.

Certaines initiatives visent à renforcer la participation politique des personnes en situation de pauvreté. Des associations organisent des formations à la citoyenneté, des débats publics inclusifs, et encouragent la candidature de personnes issues de milieux modestes aux élections locales.

Pour une démocratie véritablement représentative, il est essentiel de garantir l'inclusion politique de tous les citoyens, y compris les plus pauvres. Cela implique de lever les obstacles à la participation, de promouvoir la diversité sociale parmi les élus, et de créer des espaces de dialogue où toutes les voix peuvent être entendues.

Pauvreté et santé : l'inégalité devant la maladie

En 2025, la France, pays doté d'un système de santé universel, est confrontée à une réalité préoccupante : les inégalités sociales de santé persistent et se creusent. La pauvreté impacte directement l'état de santé des individus, leur accès aux soins et leur espérance de vie, révélant une fracture sanitaire au sein de la société.

Les personnes en situation de précarité présentent un état de santé globalement plus mauvais que le reste de la population. Elles sont plus exposées aux maladies chroniques, aux troubles psychiques et aux pathologies liées aux conditions de vie difficiles, telles que le mal-logement ou l'insalubrité. Les déterminants sociaux, tels que le logement, l'emploi ou l'éducation, influencent fortement la santé des individus.

Malgré l'existence de dispositifs tels que la Complémentaire santé solidaire (C2S), de nombreuses personnes en situation de précarité renoncent aux soins. Les raisons sont multiples : complexité des démarches administratives, absence de couverture maladie, manque d'information, barrières linguistiques ou culturelles, et crainte de stigmatisation. Les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous médical, notamment dans les déserts médicaux, constituent également un frein majeur.

Pour pallier ces inégalités, des dispositifs spécifiques ont été mis en place. Les Permanences d'accès aux soins de santé (PASS) offrent une prise en charge médicale et sociale aux personnes en situation de précarité. Ces structures, présentes dans de nombreux établissements de santé, permettent un accompagnement global et personnalisé. Des associations, telles que Médecins du Monde, jouent également un rôle crucial en proposant des consultations gratuites et en accompagnant les personnes dans leurs démarches d'accès aux droits et aux soins.

La lutte contre les inégalités de santé nécessite une approche globale, intégrant les dimensions sociales, économiques et territoriales. Il est essentiel de renforcer les dispositifs existants, de simplifier les démarches administratives, de développer des actions de prévention ciblées et de favoriser la formation des professionnels de santé à l'accueil des publics précaires.

La santé étant un droit fondamental, il est impératif de garantir un accès équitable aux soins pour tous, indépendamment de la situation sociale ou économique.

Table des matières

Introduction.....	2
Le monde s’emballe.....	2
Deux mondes parallèles.....	3
Une disparition organisée.....	4
Une planète qui va trop vite : les exclus du progrès.....	6
1. Deux visions du monde : Elon Musk face aux peuples autochtones.....	6
2. Ceux qu’on ne voit plus.....	7
3. Ce que les autres comprennent encore.....	8
4. Le seuil de performance.....	9
Ceux qui restent au bord.....	10
Tolérer les pauvres... s’ils travaillent.....	12
1. Le prix de la légitimité.....	12
2. Le pauvre “acceptable”.....	13
3. Précarité institutionnalisée.....	14
4. La moralisation de la pauvreté : culpabilisation, soupçon, contrôle.....	15
5. Le XXIe siècle sera-t-il celui de l’extermination des pauvres ?.....	16
Ceux qui marchent sur la ligne.....	17
Se débarrasser des pauvres : la logique d’exclusion.....	18
1. Quand le pauvre devient “trop cher”.....	18
2. La ville qui ne veut plus des pauvres.....	19
3. Criminaliser la misère.....	20
4. La douceur des murs invisibles.....	21
Ne pas exister trop fort.....	22
Un XXIe siècle sans pauvres ? Le fantasme Poorless.....	23
1. L’économie numérique : un monde propre.....	23
2. Le rêve augmenté.....	24
3. Éloigner pour ne plus voir.....	25
4. Du “care” au “clear”.....	26
Un monde nettoyé.....	26

La pauvreté comme menace nationale.....	28
1. Ce que tu vauX pour la nation	28
2. Ce qui te rend légitime.....	29
3. Les bons pauvres et les autres.....	30
4. Ce que l'on garde, ce que l'on jette	31
Ce qui ne sert plus disparaît	31
Politiques discrètes d'extermination	33
1. Mourir à petit feu	33
2. La faim, le froid, l'oubli.....	34
3. Papier, écran, silence	35
4. Plus personne pour dire "nous"	36
5. Les morts sans nom.....	37
Ceux qu'on ne pleure plus.....	37
Précédents historiques	39
1.Sparte : la sélection des corps.....	39
2. Rome : l'exposition des enfants non désirés	39
3. Moyen Âge chrétien : charité et contrôle des indésirables.....	40
4. Le capitalisme industriel du XIXe siècle : travail des enfants, bidonvilles, famine.....	41
5. XXe siècle : eugénisme, stérilisations forcées, Shoah	42
6. Exemples coloniaux : déplacement forcé, famine organisée	44
7. XXIe siècle : néolibéralisme, biopolitique, invisibilisation des morts.....	45
Réflexions.....	48
Ma conclusion.	50
La pauvreté en chiffres aujourd'hui.....	57
Table des matières	71
Notes de l'auteur.....	73

Notes de l'auteur

¹ Le Cloud désigne l'accès à des services informatiques (serveurs, stockage, bases de données, logiciels, etc.) via Internet, sans avoir à les héberger soi-même sur ses propres machines

² Une Smart City, ou ville intelligente, est une ville qui utilise les technologies numériques, les données et l'intelligence artificielle pour améliorer la qualité de vie des citoyens, optimiser les services urbains et réduire son empreinte écologique.

³ Le deep learning, ou apprentissage profond, est une technique d'intelligence artificielle qui permet à une machine d'apprendre par elle-même à partir de données, en s'appuyant sur des réseaux de neurones artificiels très complexes et profonds.

⁴ La tokenisation est un processus de transformation d'un actif ou d'une donnée en un jeton numérique (appelé *token*) qui peut être stocké, transféré ou échangé sur une infrastructure numérique sécurisée, souvent basée sur la blockchain

⁵ Oxfam est une confédération internationale d'organisations humanitaires qui lutte contre la pauvreté, les inégalités et les injustices dans le monde.

⁶ Larry Ellison est un entrepreneur et informaticien américain, né le 17 août 1944 à New York. Il est surtout connu comme le cofondateur d'Oracle Corporation, l'un des plus grands éditeurs mondiaux de logiciels, spécialisé dans les bases de données.

⁷ (McKinsey / Credit Suisse) indiquent que la richesse nette globale (incluant actifs financiers et non financiers, immobilisations) a atteint autour de 510 000 milliards \$ en 2020, contre environ 418 000 milliards \$ en 2021

⁸ Les Yanomami sont un peuple autochtone vivant principalement dans la forêt amazonienne, à la frontière entre le Brésil et le Venezuela. Ils forment l'un des groupes indigènes les plus connus et les plus étudiés d'Amazonie, notamment en raison de leur relative isolation jusqu'au XXe siècle, de leur organisation sociale complexe, et des menaces graves qui pèsent sur eux aujourd'hui.

⁹ Capacité d'un système, ou de ses composants, à être utilisé sur des plates-formes de tailles très inférieures ou très supérieures, ou avec des volumes ou flux de données très inférieurs ou supérieurs

¹⁰ À Sparte, le Lesché (Λέσχη) désignait une salle ou un bâtiment où les citoyens se réunissaient pour discuter d'affaires politiques, philosophiques ou judiciaires. Contrairement aux agoras bruyantes d'Athènes, le Lesché

spartiate avait un caractère plus austère, réservé à la réflexion, à la délibération et à la mémoire collective. C'était souvent un lieu discret, presque secret, fidèle à la culture du silence et du contrôle des émotions propre aux Spartiates.

¹¹ Les Apothètes désignaient un précipice rocheux ou un ravin situé sur le flanc du Taygète, la montagne qui domine Sparte. Selon la tradition rapportée par Plutarque dans sa *Vie de Lycurgue*, c'est là que les nouveau-nés jugés faibles ou difformes étaient jetés, afin de préserver la cité de la dégénérescence physique et morale.

¹² L'agôgè (ou agoge) était le système d'éducation militaire et civique imposé aux jeunes garçons à Sparte, dans la Grèce antique. C'est un modèle unique en son genre : une formation étatique, obligatoire, collective et extrêmement rigoureuse, qui visait à former des citoyens-soldats obéissants, endurants, disciplinés et loyaux.

¹³ Un Hôtel-Dieu est un établissement hospitalier fondé au Moyen Âge, généralement par l'Église ou sous l'impulsion d'un pouvoir chrétien. Le nom signifie littéralement « maison de Dieu » (*hospitale Dei*), soulignant que ce lieu appartient à Dieu et accueille ceux qui souffrent – malades, pauvres, pèlerins, orphelins.

¹⁴ L'historien Mike Davis (1946–2022) était un intellectuel américain, historien urbain, essayiste marxiste et militant. Il est surtout connu pour ses analyses percutantes des inégalités sociales, du capitalisme globalisé, du développement urbain et des crises écologiques. Son œuvre mêle journalisme engagé, géographie radicale, histoire sociale et critique du capitalisme.

¹⁵ Francis Galton (1822–1911) était un scientifique britannique polymathe, célèbre pour ses contributions à la statistique, à la psychologie, à l'anthropologie, mais aussi tristement célèbre pour être le père de l'eugénisme, un courant pseudo-scientifique profondément lié aux discriminations raciales, sociales et à des politiques de stérilisation forcée.

¹⁶ L'affaire *Buck v. Bell* (1927) est une décision historique de la Cour suprême des États-Unis, tristement célèbre pour avoir légitimé la stérilisation forcée des personnes jugées mentalement déficientes. Elle constitue l'un des sommets juridiques du mouvement eugéniste américain, et a eu des conséquences dramatiques, tant aux États-Unis qu'à l'étranger.

¹⁷ Le programme Aktion T4 (ou Action T4) est une opération d'euthanasie organisée par le régime nazi entre 1939 et 1945, visant à exterminer les personnes handicapées physiques et mentales considérées comme « inutiles » ou « indignes de vivre » selon l'idéologie eugéniste nazie. Il s'agit d'une politique d'assassinat systématique, qui a été le prélude à la Shoah.

¹⁸ La "Boat Denial Policy", ou politique de déni de bateaux, est une stratégie militaire appliquée principalement pendant les conflits asymétriques, notamment pendant la guerre du Vietnam. Son objectif principal était de priver l'ennemi de moyens de transport fluvial en interdisant, détruisant ou contrôlant l'usage des bateaux.

¹⁹ Michel Foucault (1926–1984) est l'un des philosophes les plus influents du XXe siècle, dont l'œuvre a profondément marqué la philosophie contemporaine, les sciences humaines, la critique sociale, et la pensée politique. Son travail interroge les formes de pouvoir, les savoirs, et les normes qui organisent les sociétés modernes. Plutôt que de chercher des « vérités éternelles », Foucault explore comment les vérités sont produites, instituées, et imposées.

²⁰ Achille Mbembe est un philosophe, historien et politologue camerounais, né en 1957, reconnu internationalement pour ses travaux sur la postcolonie, le pouvoir, le racisme, et les formes contemporaines de domination. Son œuvre s'inscrit dans une pensée décoloniale critique, articulée autour de la violence coloniale, de l'africanité contemporaine et du capitalisme globalisé. Il est considéré comme l'un des grands penseurs africains contemporains, aux côtés de Frantz Fanon, Ngũgĩ wa Thiong'o ou encore Aimé Césaire, bien qu'il développe une approche singulière, mêlant philosophie politique, littérature, et théorie critique.

²¹ Un gisement halieutique est une zone naturelle où les ressources marines (poissons, crustacés, mollusques, etc.) sont présentes en quantités suffisantes pour permettre leur exploitation économique et durable. Il s'agit donc de réservoirs biologiques que la pêche exploite. Le mot "gisement", emprunté au vocabulaire minier, sous-entend une richesse naturelle localisée, mais vivante, renouvelable (du moins en théorie).

²² L'Association internationale de développement (IDA, en anglais *International Development Association*) est l'une des cinq institutions du Groupe de la Banque mondiale, spécialisée dans le financement des pays les plus pauvres de la planète.

²³ Les études de Whitehall sont parmi les recherches les plus influentes en santé publique du XXe siècle. Lancées à Londres, elles ont établi une relation robuste entre position sociale hiérarchique, stress psychosocial, et état de santé – même parmi des populations relativement aisées.

²⁴ L'Observatoire des Vulnérabilités Alimentaires (OVA) est une initiative récente visant à mesurer, analyser et sensibiliser sur l'insécurité alimentaire en France, portée par la Fondation Nestlé France, avec l'appui de cabinets de recherche partenaires (C-Ways / Crédoc)

²⁵ L'Observatoire international des prisons – section française (OIP-SF) est une association loi 1901 fondée en 1995, héritière de l'OIP créé à Lyon en 1990. Elle exerce une veille citoyenne indépendante pour dénoncer les conditions de détention, défendre les droits des personnes incarcérées et promouvoir des alternatives à la prison